

L'ÉTAT DU QUÉBEC 2019

20 CLÉS POUR COMPRENDRE
LES ENJEUX ACTUELS

Merci à nos partenaires

Québec 

Fonds de recherche – Nature et technologies
Fonds de recherche – Santé
Fonds de recherche – Société et culture

Leger

LEDEVOIR

QUÉBEC SCIENCE

ACS  Association des
communicateurs scientifiques
du Québec

Distribution au Canada : Socadis
Diffusion en France : Tothèmes Diffusion

© Institut du Nouveau Monde / Del Busso éditeur, 2018
www.inm.qc.ca / www.delbussoediteur.ca

Dépôt légal : 4^e trimestre 2018
Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN papier 978-2-924719-55-8
ISBN PDF 978-2-924719-57-2
ISBN ePub 978-2-924719-56-6

IMPRIMÉ AU CANADA

L'état du Québec 2019

Direction

Francis Huot
Sophie Seguin-Lamarche

Production

Sophie Seguin-Lamarche

Édition

Francis Huot
Lison Lescarbeau, assistée de
Simon d'Astous

Révision

Dominique Stengelin

Correction

Nathalie Savaria

Rédaction

Laurence Bherer
Érik Bouchard-Boulianne
Juliette Bourdeau de Fontenay
Mathilde Bourgeon
Gabrielle Brassard-Lecours
Julie Caron-Malenfant
Jean-Pierre Charbonneau
Éric Charest
Simon Claus
Marc-André Cyr
Thalia D'Aragon-Giguère
Fady Dagher
Hélène Daneault
Françoise David
Simon De Baene
Nolywé Delannon
Élise Desaulniers
Pierre Doray
Jonathan Durand Folco
Vincent Dussault

Malorie Flon
Marc-André Gagnon
Catherine Gauthier
Johanne Gélinas
François Gélinau
Sami Ghzala
Guillaume Hébert
Lena A. Hübner
Francis Huot
Vincent Lacharité-Laframboise
Marie Lambert-Chan
Christian Lapointe
Noémie Larouche
Catherine Lebossé
Samuel-Élie Lesage
Louise Lortie
Valérie-Anne Mahéo
Alexandra Manoliu
Henry Milner
Melissa Mollen Dupuis
André Mondoux
Stéphane Moulin
Christiane Pelchat
Pierre-Olivier Pineau
Véronique Pronovost
Michel Rochon
Marie-Dina Salvione
Bertrand Schepper
Eve Seguin
Sophie Seguin-Lamarche
Myriam Simard
Marie-Christine Therrien
Stéphanie Thibault
Sophie Tremblay
Élisabeth Vallet
Jeff Yates
Nicolas Zorn

Conception de maquette

Jean-François Proulx,
balistique.ca, assisté de Laurent
Francoeur-Larouche

Infographie

Josée Lalancette,
Folio infographie

Caricatures (gracieuseté du quotidien *Le Devoir*)

Garnotte
Pascal
Manon Derome (recherche)

Relations de presse

Sophie Seguin-Lamarche avec
la collaboration de Francis Huot
et Jean-Baptiste Rallu

Institut du Nouveau Monde

5605, avenue de Gaspé
bureau 404
Montréal (Québec) H2T 2A4
1 877 934-5999
inm@inm.qc.ca | inm.qc.ca

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos — Francis Huot et Sophie Seguin-Lamarche 10

Lettre au premier ministre — Julie Caron-Malenfant 11

RETOUR ET PERSPECTIVES SUR 15 ANS DE PARTICIPATION CITOYENNE AVEC L'INM

La participation, l'alliée des citoyens et des décideurs — Julie Caron-Malenfant . . . 13

Les hauts et les bas de la participation électorale — François Gélinau 17

Les mouvements sociaux : trajectoires de la répression — Marc-André Cyr 25

Participation publique dans les villes : vers l'abandon de l'approbation référendaire en urbanisme ? — Laurence Bherer 30

Le Québec et l'offensive technocratique internationale — Eve Seguin 36

01 — SONDAGE LÉGER/L'ÉTAT DU QUÉBEC

Qui sommes-nous ? — Julie Caron-Malenfant et Francis Huot 43

02 — POLITIQUE PROVINCIALE

Vers la réforme du mode de scrutin en Colombie-Britannique et au Québec ?

Henry Milner 55

Le Québec va-t-il devenir le champion canadien de la démocratie représentative ? — Jean-Pierre Charbonneau, Hélène Daneault, Françoise David et Christiane Pelchat 61

03 — POLITIQUE FÉDÉRALE

Lutte contre les paradis fiscaux : bilan du gouvernement Trudeau

Érik Bouchard-Boulianne et Samuel-Élie Lesage 69

04 — ÉDUCATION

L'éducation à la démocratie : de l'apprentissage des enfants à l'engagement des parents — Valérie-Anne Mahéo 77

Le décrochage scolaire : une situation dramatique ? — Pierre Doray et Stéphane Moulin 84

Éducation inclusive : des solutions collectives pour s'adapter à la diversité des élèves — Catherine Lebossé 90

Impliquer les citoyens dans la réflexion sur l'école de demain : l'exemple lavallois — Louise Lortie 94

05 — ÉCONOMIE

La cryptomonnaie au Québec : défi social, économique et énergétique

Guillaume Hébert et Bertrand Schepper 99

À qui profitera la révolution numérique ? — Nicolas Zorn et Nolywé Delannon . . 105

06 — TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La mobilité durable, la plus grande opportunité de développement économique de la prochaine décennie — Vincent Dussault 113

L'état de la transition énergétique au Québec — Pierre-Olivier Pineau 119

Conjuguer nos forces pour un avenir énergétique durable — Johanne Gélinas . . 126

La jeunesse francophone au cœur de la transition verte — Catherine Gauthier . . 130

07 — SANTÉ

Les transformations en cours des politiques du médicament :

au bénéfice des citoyens ? — Marc-André Gagnon 137

08 — MÉDIAS

Du cynisme politique au cynisme médiatique : quand le citoyen

ne fait plus confiance aux médias — Alexandra Manoliu 147

La Terre n'est pas plate et tout le monde devrait le savoir : la culture scientifique pour tous est une clé de la société du XXI^e siècle

Stéphanie Thibault et Marie Lambert-Chan 153

Fausse nouvelles : le pouls du patient — Jeff Yates 158

Repenser les médias — Gabrielle Brassard-Lecours 162

09 — DISCRIMINATION

La discrimination systémique : sortir du déni collectif — Éric Charest

et Sami Ghzala 169

L'antiféminisme québécois au temps de Trump — Véronique Pronovost 175

10 — RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Intelligence artificielle : entre utopie et dystopie

Propos recueillis par Francis Huot et Sophie Seguin-Lamarche 183

11 — JEUNESSE

La voix de la nouvelle génération silencieuse — Noémie Larouche 191

Une vision inclusive, ouverte et équitable : le souhait des entrepreneurs de la génération Y — Michel Rochon 197

12 — TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Mobilisation, électorat et *big data* : plus de données, plus de participation ?

Lena A. Hübner 205

Le *big data* et l'intelligence artificielle menacent-ils le vivre-ensemble ?
Enjeux de la gouvernementalité algorithmique — André Mondoux 212

13 — CULTURE

La télévision par internet : quels enjeux pour la culture canadienne et québécoise ? — Simon Claus 221

CONSTITUONS! Mettre en scène la démocratie — Malorie Flon,
Vincent Lacharité-Laframboise et Christian Lapointe 230

14 — RELATIONS INTERNATIONALES

Trump et la théâtralisation de la frontière québéco-américaine
Juliette Bourdeau de Fontenay, Mathilde Bourgeon, Thalia D'Aragon-Giguère
et Élisabeth Vallet 235

15 — JUSTICE

Corps policiers : passer de la culture du « combattant du crime » à celle de la « police de concertation » — Fady Dagher 243

Accessibilité à la justice : réflexions et pistes de solution — Sophie Tremblay . . 250

16 — TRAVAIL

L'être humain au centre des stratégies d'entreprise : portrait d'une révolution annoncée dans le monde du travail — Simon De Baene 257

17 — CONSOMMATION

Le mouvement végétarien : vers une révolution tranquille ? — Élise Desaulniers . . . 265

18 — PREMIÈRES NATIONS

Protection du territoire et des ressources naturelles : l'importante perspective autochtone — Melissa Mollen Dupuis 273

19 — VILLES

Les municipalités comme tremplins potentiels de la participation citoyenne
Jonathan Durand Folco 281

La migration de la ville à la campagne des citadins et les défis de cohabitation, d'embourgeoisement rural et de gouvernance
Myriam Simard 288

Comment faire face à l'accroissement de la complexité des enjeux urbains ?
Marie-Christine Therrien 295

20 — PATRIMOINE

Conjuguer participation citoyenne et patrimoine grâce au territoire
Marie-Dina Salvione 303

Notes 309

LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE : UNE SITUATION DRAMATIQUE ?

À l'hiver 2018, une étude de l'Institut du Québec¹ a produit un important effet médiatique que de nombreux experts ont commenté : le Québec porterait, au Canada, le bonnet d'âne en matière de lutte contre le décrochage scolaire. Comment expliquer le ton alarmiste des débats entourant la question du décrochage scolaire alors même que la situation en matière de diplomation s'améliore ?

PIERRE DORAY

Professeur au département de sociologie, Université du Québec à Montréal
Membre du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie

STÉPHANE MOULIN

Professeur au département de sociologie, Université de Montréal
Membre du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie

Les chiffres dévoilés par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et par le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur sur le décrochage scolaire nous amènent à penser que la situation s'améliore : ainsi de 1999-2000 à 2013-2014, le taux de décrochage annuel a baissé de 21,9% à 14,1%. Dès lors, deux arguments permettent d'expliquer la persistance d'un ton alarmiste dans les débats publics sur le décrochage scolaire au Québec. D'abord, il y a les facteurs structureaux de l'importance politique accordée à la lutte contre le décrochage. Ensuite, nous reviendrons sur les justifications des différents acteurs pour décrire l'urgence de la lutte contre le décrochage, en dégageant notamment des effets de perspective à l'aide de statistiques.

L'ÉDUCATION COMME OUTIL D'INSERTION PROFESSIONNELLE

Depuis les années 1950, nous avons assisté à une croissance de l'importance de l'éducation et de sa prégnance sur les destins

individuels. Cette tendance s'est fait sentir dans l'association qui est faite entre éducation et économie. Autrement dit, un lien plus étroit existe entre les titres scolaires et l'accès à l'emploi². La détention d'un diplôme et le type de diplôme obtenu deviennent des critères d'embauche incontournables, remplaçant souvent les critères traditionnels comme les appartenances familiales ou sociales. Au Québec, le slogan de la Révolution tranquille « Qui s'instruit s'enrichit » a souvent été interprété au premier degré.

La crise de l'emploi des années 1980, les changements technologiques et organisationnels concomitants dans les entreprises et la diffusion de discours sur l'innovation et l'économie du savoir ont aussi contribué à faire du diplôme un outil d'insertion professionnelle. Cette conviction d'une articulation étroite entre éducation et emploi trouve un fondement dans les statistiques sur le chômage, qui montrent que la probabilité de s'insérer professionnellement augmente en fonction des diplômes obtenus.

Progressivement, l'acquisition d'un diplôme dépasse l'action individuelle et devient un objectif social, traduit dans des politiques éducatives. Le diplôme d'études secondaires (DES) est peu à peu devenu le diplôme de base, dont la détention est nécessaire pour poursuivre ses études et pour accéder à un emploi. L'attention portée aux conditions d'accès aux diplômes et à leur qualité monte dans l'échelle des priorités dans l'action publique. Dès lors, le décrochage, la persévérance et la réussite peuvent émerger comme des enjeux publics et comme des problèmes éducatifs incontournables, qui commandent une mobilisation des personnes et des ressources.

LA MISE À L'AGENDA DU DÉCROCHAGE ET DE LA PERSÉVÉRANCE SCOLAIRES

Depuis 1992, la lutte contre le décrochage constitue l'un des éléments importants de l'action gouvernementale en éducation. Le ministère de l'Éducation du Québec publie alors un plan d'action, *Chacun ses devoirs*³. Cette politique fixe comme cible un taux de diplomation de 80% en 5 ans, cible qui ne sera finalement pas atteinte. L'année suivante, la réforme de l'enseignement collégial⁴ faisait aussi de la lutte contre le décrochage et de l'augmentation de la diplomation des chevaux de bataille, renforçant l'importance de ces enjeux. Pour soutenir leurs propos, les auteurs de politiques soulignent un taux de non-diplomation élevé – voire trop élevé –, d'où l'importance d'intervenir sur les conditions d'études tant au secondaire

que dans l'enseignement postsecondaire, afin d'augmenter la diplomation.

Le plan d'action de 1992 propose de dépasser le cadre scolaire comme cadre d'action en créant des Instances régionales de concertation (IRC), présentes dans chaque région du Québec. Ce réseau permet de coordonner les actions menées dans les établissements scolaires et par des organismes communautaires dans les différentes régions du Québec. Le succès en matière de lutte contre le décrochage attribué au Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire, l'instance du Saguenay–Lac-Saint-Jean, a accéléré leur implantation dans tout le Québec.

Les IRC se sont regroupées dès les années 2007 et 2008, avec la création des premières Journées interrégionales sur la persévérance scolaire et la réussite éducative ainsi que celle d'un mouvement national présidé par Jacques Ménard, le Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec. Ce dernier publie en 2009 un rapport qui souligne l'importance du décrochage, qui décrit ses multiples causes et qui souligne ses conséquences individuelles et collectives, dont les corollaires économiques.

L'effet de perspective du rapport est lourd. Le décrochage serait toujours un problème majeur et l'action gouvernementale aurait connu des ratés ou, à tout le moins, une incomplétude. Il faudrait donc la relancer. Pour ce faire, les auteurs proposent de fixer des cibles à atteindre et de créer un comité de vigie de l'action gouvernementale pour suivre l'évolution

des actions et des résultats. Le MELS réagit rapidement⁵ en fixant une cible à 80 % de diplomation à atteindre avant 2020 et accepte de créer le comité de vigie. On augmentera aussi les ressources budgétaires des IRS à la suite d'une entente entre la Fondation Lucie et André Chagnon et le gouvernement du Québec, qui leur

la balle au bond et annonce la formulation d'une politique de la réussite qui sera publiée en 2017. Une nouvelle cible est fixée, 85 % de qualification et de diplomation en 2030. La politique relance le financement des IRC, tout en leur ajoutant une nouvelle mission : l'amélioration de la littératie, jugée nécessaire en

Le mode de comptabilisation des décrocheurs, en ne tenant pas compte de l'obtention des certificats de qualification, contribue à dramatiser la situation.

assure un budget de 50 millions de dollars annuellement pour 5 ans.

En 2013-2014, une « pause » dans l'action publique est observable. L'entente conjointe MELS-Fondation Lucie et André Chagnon arrive à son terme et n'est pas renouvelée. Le gouvernement libéral instaure une politique d'austérité budgétaire qui conduit à la fermeture des directions régionales du MELS, à la fin du financement des conférences régionales des élus et à la non-reconduction des budgets des IRC. Le Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec doit aussi se redéfinir et lance une consultation pour établir les balises d'une nouvelle politique éducative. Le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur Sébastien Proulx prend

raison de l'importance de l'analphabétisme fonctionnel, et surtout, de la stagnation des taux de littératie observée dans différentes recherches internationales menées sous la direction de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

LA DRAMATISATION PAR LES CHIFFRES

Mettre au programme de l'action publique une question consiste à en faire un problème social. Cette opération, largement rhétorique, peut aussi consister à utiliser des chiffres ou des statistiques pour déterminer le problème et son ampleur, en plus de mettre en lumière les causes et les graves conséquences qui en découlent. Ainsi, les chiffres peuvent créer un effet de

perspective qui participe à la construction du problème et à sa dramatisation⁶.

Il est d'abord important de noter que les mesures du taux de décrochage scolaire sont largement tributaires du type de diplômes et de qualifications pris en compte, et de l'ajout de nouvelles certifications contribuant à faire baisser mécaniquement le décrochage ou la non-diplomation. En 2007, l'ajout de nouvelles qualifications (les certificats de formation à un métier semi-spécialisé et les certificats de formation en préparation au marché du travail) reconnues par le ministère a eu un effet à la baisse sur l'évolution du nombre de décrocheurs. Ainsi, le rapport *Diplomation et qualification par commission scolaire au secondaire de 2016* montre que de la cohorte de 2003 à celle de 2006, l'augmentation de la diplomation après sept années de 72,3 % à 75 % est causée exclusivement par la hausse des qualifications de 1,4 % à 4,1 %. À l'inverse, de la cohorte de 2006 à la cohorte de 2008, l'augmentation de la diplomation est seulement attribuable à la hausse des diplômés du secondaire, le taux d'obtention du DES après 7 années passant de 69,9 % à 72,7 %⁷.

Ces différences de catégorisation peuvent expliquer certaines des contradictions apparentes en matière de diagnostic sur l'évolution du décrochage. Ainsi, le plan d'action du MELS de 2009 fait état de taux d'obtention de diplôme ou de qualification avant l'âge de 20 ans à la hausse, ce qui conduit les auteurs à parler de « réussite à la hausse ». Pour sa part, le rapport du Groupe d'action sur

la persévérance et la réussite scolaires au Québec, *Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*⁸, ne comptabilise dans le taux de diplomation que l'obtention du DES et du diplôme d'études professionnelles des 16-20 ans, ce qui le conduit à soutenir que « le taux d'obtention du diplôme avant l'âge de 20 ans reste pratiquement inchangé ». Ainsi, le mode de comptabilisation des décrocheurs, en ne tenant pas compte de l'obtention des certificats de qualification, contribue à dramatiser la situation, tandis que le MELS est régulièrement accusé de manipuler les statistiques ou de « jouer le rôle de prestidigitateur » en ajoutant de nouvelles certifications. De fait, les statistiques sur les « décrocheurs » créent un effet de réalisme alors que les définitions changent inévitablement au cours du temps avec l'évolution des certifications.

Par ailleurs, les constats dépendent aussi étroitement des indicateurs qui sont pris en compte : taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires ; achèvement réussi d'un programme de deuxième cycle du secondaire ; taux de décrochage annuel ; taux de non-diplomation 5, 6, 7 ou 8 années après le début du secondaire. Lorsqu'on compare les valeurs de ces différents indicateurs, on observe des écarts importants de classement des provinces. Alors que le Québec affiche le meilleur score quand on examine le taux net d'obtention du diplôme avec 91 %, sur le plan de l'achèvement dans les délais prescrits, il affiche le moins bon score au

sein des provinces avec seulement 61 %. Cette différence d'appréciation s'explique d'abord par la proportion importante de personnes qui obtiennent le DES après leur 20 ans au Québec (entre 15 % et 16 %). Elle résulte aussi du fait que les diplômés des établissements non publics ne sont pas pris en compte par ces calculs.

Le dernier épisode de la dramatisation s'explique en grande partie par le choix fait par les auteurs de l'Institut du Québec de privilégier l'indicateur du taux de diplomation de deuxième cycle du secondaire dans le réseau public, plaçant le Québec en position de dernier de classe au sein des provinces canadiennes. Si les auteurs avaient privilégié d'autres indicateurs, le tableau aurait été bien différent. Cela est d'autant plus frappant que les auteurs reconnaissent que sur un autre indicateur, le taux de diplomation après 6 ou 7 années – aussi utilisé pour décrire la situation sur le plan canadien et même international – le Québec s'en sort mieux que les autres provinces. Toutefois, selon l'Institut du Québec, cet indicateur est moins intéressant.

POURQUOI DRAMATISER LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE ?

Pour les personnes à l'origine de cette dramatisation récente, le véritable problème

ne se situe manifestement pas sur le plan de politiques de prévention du décrochage et de soutien du raccrochage scolaire pas ou peu efficaces, mais sur celui de la mise en œuvre inadéquate du nouveau management public et des politiques néolibérales. Dès lors, ne devrait-on pas explorer les effets de l'usage d'outils de gestion axés sur les résultats, ou encore les effets des coupes budgétaires sur la dynamique scolaire, sur la production d'inégalités scolaires et sur les conditions d'apprentissage ? Il ressort des études internationales que ces politiques nuisent à la qualité et à l'accessibilité des écoles⁹.

Par ailleurs, l'analyse repose essentiellement sur une représentation traditionnelle du rapport à l'école, associée à l'adolescence et à la jeunesse. C'est du moins ce qui ressort quand l'indicateur sur l'obtention d'un diplôme du secondaire après l'âge de 20 ans est jugé moins intéressant. On ne peut que constater la difficulté de penser ce rapport et les politiques concomitantes dans une perspective d'éducation et de formation tout au long de la vie. ◇

Notes et sources, p. 309

NOTES ET SOURCES

RETOUR ET PERSPECTIVES SUR 15 ANS DE PARTICIPATION AVEC L'INM

La participation, l'alliée des citoyens et des décideurs

1. À ce sujet, voir le texte « Qui sommes-nous? », page 43.
2. Edelman, *Baromètre de confiance Edelman 2018*, 2018.
3. À ce sujet, voir le texte « Les hauts et les bas de la participation électorale », page 17.
4. Élections Québec, « Historique du taux de participation ». En ligne : <https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/provincial/vote/taux-participation.php>.
5. Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, « Les résultats des élections municipales 2017 ». En ligne : <http://www.fil-information.gouv.qc.ca/Pages/Article.aspx?idArticle=2511097927>.
6. Vingt-sept pour cent des Québécois s'identifient d'abord comme habitants de leur ville, d'après un sondage web réalisé du 18 au 23 juin 2018 auprès de 1007 Québécois âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Les résultats ont été pondérés en fonction du sexe, de la région, de la langue, de l'âge, du niveau de scolarité et de la présence d'enfant(s) dans le ménage, selon les données de Statistique Canada. Pour les données complètes du sondage, rendez-vous au : www.inm.qc.ca/
7. Anne Quéniart et Julie Jacques, « Trajectoires, pratique et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique », dans *Représentation et participation politiques*, vol. 24, n° 3, 2008.
8. À ce sujet, voir le texte « Participation publique dans les villes : vers l'abandon de l'approbation référendaire en urbanisme? », page 30.

Les hauts et les bas de la participation électorale

1. Cette analyse est une mise à jour de l'analyse présentée dans : François Gélinau et Ronan Tessier, « Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008 », dans *Cahiers de recherche électorale et parlementaire*, n° 6, 2012. En ligne : [- chaire_democratie/fichiers/cahier6_complet.pdf.
 2. Voir Élections Québec, *Élections générales au Québec, 1867-2014*, 2014. En ligne : \[https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/tableau_synthese_1867_2014.pdf\]\(https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/tableau_synthese_1867_2014.pdf\), et Élections Canada, *Taux de participation aux élections et aux référendums fédéraux*, 2015. En ligne : <http://www.elections.ca/content.aspx?dir=turn&document=index&lang=f§ion=ele>. Données compilées par l'auteur.
 3. André Blais, Elisabeth Gidengil et Neil Nevitte, « Where Does Turnout Decline Come From? », dans *European Journal of Political Research*, vol. 43, n° 2, 2004.
 4. François Gélinau, *Nouvelle étude sur la participation électorale à l'élection du 7 avril 2014*, 2014. En ligne : \[http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/participation2014_version_finale.pdf\]\(http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/participation2014_version_finale.pdf\).
 5. François Gélinau, *Qui participe? Examen approfondi des résultats de l'Enquête nationale auprès des jeunes*, Rapport final, Élections Canada, 2014. En ligne : <http://inspirelrademocratie-inspiredemocracy.ca/rsch/yth/wpa/wpa-f.pdf>.
 6. *Ibid.*](http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/</div><div data-bbox=)

Les mouvements sociaux : trajectoires de la répression

1. Alex S. Vitale, « The Command and Control and Miami Models at the 2004 Republican convention. New Forms of Policing Protests », dans *Mobilization*, vol. 12, n° 4, 2007 ; Anselm Jappe, « La violence, mais pour quoi faire? », *Crédit à mort : la décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Lignes, 2001.
2. Anselm Jappe, « La violence, mais pour quoi faire? », *Crédit à mort : la décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Lignes, 2001.
3. *Ibid.*
4. Luis Giménez San Miguel, « Espagne : le ministère de l'Intérieur projette de qualifier la résistance passive d'attentat contre l'autorité », dans *Le Grand Soir*, 16 avril 2012.
5. Olivier Fillieule, « La police des foules en Europe », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013.

6. Ligue des droits et libertés du Québec, *Violation des droits et libertés au Sommet des Amériques, Québec, avril 2001 : rapport du comité de surveillance des libertés civiles*, 2001. En ligne : <http://liguedesdroits.ca/?categorie=rappports-anueles>.

7. Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013, p. 263-264.

8. Francis Dupuis-Déri, « Printemps érable ou Printemps de la matraque? Profilage politique et répression sélective pendant la grève étudiante de 2012 », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013.

9. Marc-André Cyr, « La délicate violence du policier sans uniforme », dans Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013.

10. Amélie Groleau, *La couverture de presse des manifestations altermondialistes lors du sommet des amériques de Québec en avril 2001 : le rôle socio-politique des médias en situation de contestation sociale*, Mémoire présenté comme exigence partielle de la maîtrise en sociologie, UQAM, 2007.

11. Direction des communications, *La Sûreté du Québec précise certains faits concernant le Sommet de Montebello : communiqué pour diffusion immédiate*, Sûreté du Québec, 2007.

12. Martin Pelchat, « Ménard craint le pire pour les policiers : “Les Québécois doivent réaliser que la SQ a changé” », dans *La Presse*, 28 avril 2001.

13. David Santerre, « Le SPVM dément faire du profilage politique », dans *La Presse*, 11 juin 2012 ; Francis Dupuis-Déri (dir.), *À qui la rue? Répression policière et mouvements sociaux*, Montréal, Écosociété, 2013.

14. Theodor W. Adorno, « Resignation », *Kritik. Kleine Schriften zur Gesellschaft*, dans Theodor W. Adorno, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1971.

15. J.-Jacques Samson, « «Fuck toute» à l'UQAM », dans *Le Journal de Montréal*, 9 avril 2015.

16. Denise Bombardier, « La victoire de la rue », dans *Le Devoir*, 26 mai 2012.

17. Benoît Aubin, « Un détournement de débat politique », dans *Le Journal de Montréal*, 24 mai 2012.

18. Pierre-André Normandin, « Règlement P-6 : un juge fustige le SPVM », dans *La Presse*, 10 février 2015.

19. Yves Boisvert, « La foutue démocratie », dans *La Presse*, 8 juin 2012.

20. La Presse canadienne, « Les péquistes favorables à la divulgation des itinéraires des manifestations », dans *Le Devoir*, 26 mars 2013.

21. Lysiane Gagnon, « Atrocités montréalaises », dans *La Presse*, 4 mai 2013.

22. Robert Dutriscac et Marco Bélaïr-Cirin, « Un travail policier “remarquable” dans les circonstances, affirme Charest », dans *Le Devoir*, 7 mai 2012.

Participation publique dans les villes : vers l'abandon de l'approbation référendaire en urbanisme ?

1. Jean-Paul L'Allier, « Consultations particulières sur le projet de loi 170 », dans *Journal des débats de la Commission permanente de l'aménagement du territoire*, vol. 36, n° 67, 2010, p. 26 et 33.

Le Québec et l'offensive technocratique internationale

1. Dans les pays dont le gouvernement est composé en tout ou en partie de technocrates, c'est le premier ministre qui remplit ce rôle.

2. Hélène Roulot-Ganzmann, « La science, une question éminemment politique », dans *Le Devoir*, 6 mai 2017. En ligne : <https://www.ledevoir.com/societe/science/497883/diplomatie-scientifique-la-science-est-devenue-une-question-eminemment-politique>.

3. Rémi Quirion, « 10 conseils pour faire entendre la voix des chercheurs auprès des décideurs politiques », dans *Affaires universitaires*, 21 septembre 2017. En ligne : <https://www.affairesuniversitaires.ca/conseils-carriere/conseils-carriere-article/10-conseils-pour-faire-entendre-la-voix-des-chercheurs-aupres-des-decideurs-politiques/>.

4. Université McGill, Faculty of Science, « What is Outreach ? ». En ligne : <https://www.mcgill.ca/science/events/outreach>.

5. Pour une analyse de l'idéologie scientifique du Forum, voir : Eve Seguin, « Rapports science et société : le monde de la recherche en difficulté d'apprentissage! », dans *Découvrir*, 17 février 2016. En ligne : <http://www.acfas.ca/publications/decouvrir/2016/02/rapports-science-societe-monde-recherche-en-difficulte-apprentissage>.

CLÉ 01 — SONDAGE/L'ÉTAT DU QUÉBEC

Qui sommes-nous ?

1. Le Québec économique, « Taux de syndicalisation par secteur d'activité, 2017 », 2017. En ligne : <https://qe.cirano.qc.ca/theme/marche-travail/>

CLÉ 02 — POLITIQUE PROVINCIALE

Vers la réforme du mode de scrutin en Colombie-Britannique et au Québec ?

1. Les très grands districts ruraux resteraient inchangés et n'auraient qu'un seul membre.
2. Pour en savoir plus, voir le texte « Le Québec va-t-il devenir champion canadien de la démocratie représentative ? » à la page 61.
3. Directeur général des élections du Québec (DGEQ), *Les modalités d'un mode de scrutin mixte compensatoire : l'avis du Directeur général des élections*, 2007. En ligne : <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6360.pdf>.

Le Québec va-t-il devenir le champion canadien de la démocratie représentative ?

1. André Denault, « La représentation proportionnelle », dans *Le Pionnier*, 26 janvier 1902.
2. Directeur général des élections du Québec, *Les modalités d'un mode de scrutin mixte compensatoire : L'avis du Directeur général des élections*, 2007. En ligne : <https://www.electionsquebec.qc.ca/documents/pdf/DGE-6360.pdf>.
3. Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, *Popularité de diverses mesures possibles d'amélioration de la démocratie au Québec*, 2015. En ligne : <http://www.democratie.ulaval.ca/index.php?pid=923&n=165>.

CLÉ 03 — POLITIQUE FÉDÉRALE

Lutte contre les paradis fiscaux : bilan du gouvernement Trudeau

1. Gabriel Zucman *et al.*, *The Missing Profits of Nations*, 2018. En ligne : <http://gabriel-zucman.eu/missingprofits/>.
2. Alain Deneault, *Paradis fiscaux : la filière canadienne*, Montréal, Écosociété, 2014.
3. Ministère des Finances du Canada, *Bâtir une classe moyenne forte*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2017.
4. Alain Deneault, Gabriel Monette et Alexandre Sheldon, *Paradis fiscaux : des solutions à notre portée*, 2014. En ligne : <http://www.echecparadisfiscaux.ca/wp-content/uploads/2014/05/2014-05-07-Rapport-V-finale3.pdf>.
5. Ministère des Finances du Canada, *Mesures fiscales : renseignements supplémentaires*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2016.

CLÉ 04 — ÉDUCATION

L'éducation à la démocratie : de l'apprentissage des enfants à l'engagement des parents

1. Elisabeth Gidengil *et al.*, « Turned Off or Tuned Out? Youth Participation in Politics », dans *Electoral Insight*, vol. 5, n° 2, 2003; André Blais, Elisabeth Gidengil, et Neil Nevitte. « Where Does Turnout Decline Come From? », dans *European Journal of Political Research*, vol. 43, n° 2, 2004.
2. Pour un portrait complet de la situation, voir le texte « Les hauts et les bas de la participation électorale au Québec » à la page 17.
3. Robert D. Putnam. *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon & Schuster, 2000.
4. M. Kent Jennings, « Generation Units and the Student Protest Movement in the United States : An Intra- and Intergenerational Analysis », dans *Political Psychology*, vol. 23, n° 2, 2002.
5. Dietlind Stolle *et al.*, *L'Étude canadienne de la jeunesse : Cycle 1*. Montréal, Université McGill. 2006.
6. Valérie-Anne Mahéo, *Socialisation politique et éducation à la citoyenneté : une évaluation expérimentale*. Montréal, Université de Montréal. 2018.
7. *Ibid.*
8. Alan S. Gerber, Donald P. Green et Ron Shachar, « Voting May Be Habit-Forming : Evidence from a Randomized Field Experiment », dans *American Journal of Political Science*, vol. 47, n° 3, 2003; Markus Prior, « You Either Got It or You Don't? The Stability of Political Interest over the Life Cycle », dans *The Journal of Politics*, vol. 72, n° 3, 2010.
9. Paul Allen Beck et M. Kent Jennings, « Pathways to Participation », dans *The American Political Science Review*, vol. 76, n° 1, 1982; David E. Campbell, « Voice in the Classroom : How an Open Classroom Climate Fosters Political Engagement Among Adolescents », dans *Political Behavior*, vol. 30, n° 4, 2008.
10. William A. Galston, « Political Knowledge, Political Engagement, and Civic Education », dans *Annual Review of Political Science*, vol. 4, n° 1, 2001.
11. Gouvernement du Québec, *Programme de formation de l'école québécoise – Domaine de l'univers social*, 2001. En ligne : http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PFEQ/prform2001-071.pdf.
12. Divers ateliers pour les classes et les écoles sont offerts par Élections Québec par la « Zone d'éducation à la démocratie ». Voir : Élections Québec,

Zone d'éducation à la démocratie, 2018. En ligne : [https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/enseignant-etudiant/ et Elections Canada, Ressources pédagogiques](https://www.electionsquebec.qc.ca/francais/enseignant-etudiant/et_Elections_Canada_Ressources_pedagogiques), 2018. En ligne : <http://www.elections.ca/civiceducation>.

13. Richard G. Niemi et Mary. A. Hepburn, « The Rebirth of Political Socialization », dans *Perspectives on Political Science*, vol. 24, n° 1, 1995.

14. Helen M. Marks, « Student Engagement in Instructional Activity : Patterns in the Elementary, Middle, and High School Years », dans *American Educational Research Journal*, vol. 37, n° 1, 2000.

15. L'effet de l'activité pédagogique sur la participation électorale des parents n'est pas statistiquement significatif (à cause de la taille de l'échantillon), mais la taille de cet effet est importante. On détecte une augmentation de la participation électorale des parents de 2,8 à 11 points de pourcentage, si ceux-ci ont fait ou pas le jeu-questionnaire.

16. Valérie-Anne Mahéo, *Socialisation politique et éducation à la citoyenneté : une évaluation expérimentale*, Montréal, Université de Montréal, 2018.

Le décrochage scolaire : une situation dramatique ?

1. Institut du Québec, *Décrochage scolaire au Québec : dix ans de surplace, malgré les efforts de financement*, 2018. En ligne : http://www.institutduquebec.ca/docs/default-source/Indice-Emploi/9652_d%C3%A9crochage-scolaire-au-Québec_idq_br.pdf?sfvrsn=4. Voir aussi Christian Maroy et Pierre Doray, « La dramatisation du décrochage scolaire », dans *Le Devoir*, 17 mai 2018.
2. Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, « Le titre et le poste : Rapports entre le système de production et le système de reproduction », dans *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 2, 1975.
3. Ministère de l'Éducation, *Chacun ses devoirs*, Québec, Gouvernement du Québec, 1992.
4. Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Des collèges pour le Québec du XXI^e siècle*, Québec, Gouvernement du Québec, 1993
5. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *L'école, j'y tiens*, Québec, Gouvernement du Québec, 2009.
6. Stéphane Moulin, Éric Verdier, Pierre Doray et Jean-Guy Prévost, « Quantification du décrochage scolaire au Québec et en France : effets de perspective et jeux d'échelle », dans *Sociologie et Sociétés*, vol. 49, n° 2, 2018.
7. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Diplomation et qualification par commission scolaire*

au secondaire, Québec, Gouvernement du Québec, 2016.

8. Groupe d'action sur la persévérance et la réussite scolaires au Québec, *Savoir pour pouvoir : entreprendre un chantier national pour la persévérance scolaire*, 2009. En ligne : <https://www.bmo.com/bmo/files/images/4/2/Savoirpourpouvoir.pdf>.

9. Inge de Wolf et Frans J.G. Janssens, « Effects and side effects of inspections and accountability in education : an overview of empirical studies », dans *Oxford Review of Education*, vol. 33, n° 3, 2007.

Complément. Éducation inclusive : des solutions collectives pour s'adapter à la diversité des élèves

1. Dans la première image, tous les enfants bénéficient de la même mesure, mais celle-ci ne permet pas de répondre aux besoins de chacun. Dans la deuxième, la mesure est adaptée aux besoins, elle est individualisée. Dans la troisième, le principal obstacle (la clôture opaque) a été retirée, permettant à chacun de voir la partie. Cela ne signifie pas pour autant que tous les besoins sont comblés. Il est possible que l'un des enfants porte des lunettes.
2. Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, *Projet de loi n° 105 : Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique*. Québec, Gouvernement du Québec, 2016.

CLÉ 05 — ÉCONOMIE

La cryptomonnaie au Québec : défi social, économique et énergétique

1. John M. Griffin et Amin Shams, *Is Bitcoin Really Un-Tethered?* University of Texas at Austin - Department of Finance, 2018. En ligne : https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3195066.
2. Frank Chaparo, « 97 % of all bitcoins are held by 4 % of addresses », dans *Business Insider*, 11 janvier 2018. En ligne : <http://www.businessinsider.com/bitcoin-97-are-held-by-4-of-addresses-2018-1>.
3. Paulo Santos, « Bitcoins Serie 2 : Usage », dans *Sekking Alpha*, 9 novembre 2017. En ligne : <https://seekingalpha.com/article/4122695-bitcoin-series-2-usage>.
4. Voir Digiconomist, « Ethereum Energy Consumption Index (beta) ». En ligne : <https://digiconomist.net/ethereum-energy-consumption>, et International Energy Agency, *Key world energy statistics*, 2017. En ligne : <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/KeyWorld2017.pdf>.

5. Voir KPMG, *Analyse économique des installations de minage d'actifs cryptographiques pour Hydro-Québec distribution*, 2018. En ligne : http://nouvelles.hydroquebec.com/media/filer_public/2018/05/22/rapport_kpmg_blockchain.pdf, et KPMG, *Analyse économique des centres de données présentée à la direction des affaires d'Hydro-Québec*, 2017. En ligne : <http://www.hydroquebec.com/data/centre-donnees/pdf/hq-centres-de-donnees-kpmg.pdf>.

6. La cause est présentement devant la Régie de l'énergie du Québec. Pour plus de détails, voir : Gouvernement du Québec, Régie de l'énergie, «HQD - Demande de fixation de tarifs et conditions de service pour l'usage cryptographique appliqué aux chaînes de blocs: dossier R-4045-2018». En ligne : http://publicsde.regie-energie.qc.ca/_layouts/publicsite/ProjectPhaseDetail.aspx?ProjectID=457&phase=1&Provenance=A&generate=true.

À qui profitera la révolution numérique ?

1. Nicolas Zorn, *Les inégalités, un choix de société. Mythes, enjeux et solutions*, Montréal, Institut du Nouveau Monde, 2015.

CLÉ 06 — TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La mobilité durable, la plus grande opportunité de développement économique de la prochaine décennie

1. Bruno Bisson, « Ces grands projets seront la Baie James de notre époque », dans *La Presse+*, 18 avril 2018. En ligne : http://mi.lapresse.ca/screens/113313b9-1ffc-4874-ab2f-f7fb27bd72de__7C__o.html.
2. Corporation des concessionnaires d'automobiles du Québec (CCAQ), *Statistique 2017 et 2018 : ventes d'automobiles et de camions, Québec-Canada*, 2018. En ligne : <https://nouvelles.ccaq.com/wp-content/uploads/2014/10/cumul2018-F--vriier.pdf>.
3. Institut de la statistique du Québec, *Valeur des importations internationales par produits, Québec et Canada, 2016 et 2017, 2017*. En ligne : http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/economie/commerce-exterieur/imp_prod.htm.
4. Banque Nationale du Canada, *Québec : Faible progrès du volume des exportations au T1*, 2018. En ligne : <https://www.bnc.ca/content/dam/bnc/fr/taux-et-analyses/analyse-economique/nouvelles-economiques-commerce-qc.pdf>.
5. Karl Rettino-Parazelli, « Le Québec aurait besoin d'une «révolution énergétique» », dans *Le Devoir*, 14 décembre 2017. En ligne : <https://www.ledevoir.com/societe/environnement/515370/le-quebec-aurait-besoin-d-une-revolution-energetique-pour-atteindre-ses-cibles-de-reduction-de-ges>.

6. Statistique Canada, *Dépenses des ménages, Canada, régions et provinces*, 2018. En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=110022201>.

7. Trajectoire et Fondation David Suzuki, *Évolution des coûts du système de transport par automobile au Québec*, 2017. En ligne : <https://trajectoire.quebec/etude-couttransport>.

8. Société de transport de Montréal et Comité de Pilotage pour la Quantification des émissions de GES évitées dans la région de Montréal, *Rapport de quantification des émissions de gaz à effet de serre évitées par le transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal*, 2016. En ligne : http://www.stm.info/sites/default/files/pdf/fr/rapport_quantification_ges_evites.pdf.

9. Conseil régional de l'environnement de Montréal, *Les coûts cachés du stationnement gratuit*, 2017. En ligne : <http://cremlt.qc.ca/actualites/2017/les-couts-caches-stationnement-gratuit>.

10. Catherine Kargas, « Les constructeurs automobiles deviendront des fournisseurs de services de transport », dans *Association québécoise des transports*, 21 décembre 2014. En ligne : <https://aqtq.com/association/actualites/constructeurs-automobiles-deviendront-fournisseurs-services-transport>.

11. Frost & Sullivan, *Global Mobility Industry Outlook, 2018, 2018*. En ligne : https://go.frost.com/EU_PR_KMenzefricke_MDBB_MobilityOutlook_Apr18.

12. Sharon Feigon et Colin Murphy, *Who's Riding TNCs and What Does it Mean for Public Agencies: Insights from TCRP Research Report 195 Shared-Use Mobility Center*, 2018. En ligne :

13. Sharon Feigon et Colin Murphy, *Who's Riding TNCs and What Does it Mean for Public Agencies: Insights from TCRP Research Report 195 Shared-Use Mobility Center*, 2018. En ligne : <http://onlinepubs.trb.org/onlinepubs/webinars/180515.pdf>.

14. Groupe de travail sur l'économie collaborative, *Comprendre. Encadrer. Agir. Moderniser et renforcer les politiques publiques et réussir face aux transformations associées à l'économie collaborative*, 2018. En ligne : https://www.economie.gouv.qc.ca/fileadmin/content/documents_soutien/entrepreneuriat/economie_collaborative/rapport_gtec.pdf.

15. Mehdi Nourinejad, Sina Bahrami et Matthew J. Roorda, *Designing Parking Facilities for Autonomous*

Vehicles, 2017. En ligne : <http://uttri.utoronto.ca/files/2017/09/Designing-Parking-geometricDesign.pdf>.

16. Robin Chase, *Current Project*, 2018. En ligne : <http://www.robinchase.org/#current-projects>.

17. Trajectoire et Fondation David Suzuki, *Évolution des coûts du système de transport par automobile au Québec*, 2017. En ligne : <https://trajectoire.quebec/etude-couttransport>.

L'état de la transition énergétique au Québec

1. Transition énergétique Québec, *Conjuguer nos forces pour un avenir énergétique durable : plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec 2018-2012*, 2018. En ligne : http://www.transitionenergetique.gouv.qc.ca/fileadmin/medias/pdf/plan-directeur/TEQ_PlanDirecteur_web.pdf.
2. Société de l'assurance automobile du Québec, *Bilan 2016, dossier statistique : accidents, parc automobile, permis de conduire*, 2017. En ligne : <https://saaq.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/espace-recherche/dossier-statistique-bilan-2016.pdf>.
3. Statistique Canada « Ventes de véhicules automobiles neufs, Tableau : 20-10-0001-01 », 2018. En ligne : <https://www150.statcan.gc.ca/t1/tb1/fr/tv.action?pid=2010000101>.
4. Société de l'assurance automobile du Québec, *Bilan 2016, dossier statistique : accidents, parc automobile, permis de conduire*, 2017. En ligne : <https://saaq.gouv.qc.ca/fileadmin/documents/publications/espace-recherche/dossier-statistique-bilan-2016.pdf>.

Complément. Conjuguer nos forces pour un avenir énergétique durable

1. Transition énergétique Québec, *Conjuguer nos forces pour un avenir énergétique durable : plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec 2018-2012*, 2018. En ligne : http://www.transitionenergetique.gouv.qc.ca/fileadmin/medias/pdf/plan-directeur/TEQ_PlanDirecteur_web.pdf.
2. La Table des parties prenantes a été instituée en vertu de la *Loi sur Transition énergétique Québec*. Son mandat est de conseiller et d'assister TEQ dans l'élaboration et la révision du plan directeur.
3. Une personne issue d'organisme peut faire partie de la Table des parties prenantes à la condition que l'organisme ne soit pas responsable d'un programme contenu dans le plan directeur de la TEQ.
4. Transition énergétique Québec, *Politique énergétique 2030 : L'énergie des Québécois*, source de

croissance, 2016. En ligne : <https://politiqueenergetique.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/politique-energetique-2030.pdf>.

5. Transition énergétique Québec, *Conjuguer nos forces pour un avenir énergétique durable : plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec 2018-2012*, 2018. En ligne : http://www.transitionenergetique.gouv.qc.ca/fileadmin/medias/pdf/plan-directeur/TEQ_PlanDirecteur_web.pdf.

Complément. La jeunesse francophone au cœur de la transition verte

1. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), *Accord de Paris*, 2015. En ligne : https://unfccc.int/sites/default/files/french_paris_agreement.pdf
2. Institut international du développement durable (IIDD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Guide du commerce et de l'économie verte, troisième édition*, 2014. En ligne : <http://www.iisd.org/sites/default/files/publications/trade-green-economy-handbook-third-edition-fr.pdf>.
3. EY, *Panorama des Cleantech au Québec*, 2018. En ligne : [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-Panorama-des-Cleantech-au-Quebec/\\$File/PanoramaDesCleantechAuQc-EY-Sous-Embargo.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-Panorama-des-Cleantech-au-Quebec/$File/PanoramaDesCleantechAuQc-EY-Sous-Embargo.pdf).
4. Organisation internationale du Travail (OIT) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Working Towards Sustainable Development: Opportunities for Decent Work and Social Inclusion in a Green Economy*, 2012. En ligne : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--dcomm/--publ/documents/publication/wcms_181836.pdf
5. *Ibid.*
6. *Ibid.*
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*
9. EY, *Panorama des Cleantech au Québec*, 2018. En ligne : [http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-Panorama-des-Cleantech-au-Quebec/\\$File/PanoramaDesCleantechAuQc-EY-Sous-Embargo.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-Panorama-des-Cleantech-au-Quebec/$File/PanoramaDesCleantechAuQc-EY-Sous-Embargo.pdf)
10. REDD+ réfère à la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière. Le + fait référence à la prise en compte de l'augmentation des stocks de carbone.
11. Organisation internationale du Travail (OIT) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), *Working Towards Sustainable*

Development: Opportunities for Decent Work and Social Inclusion in a Green Economy, 2012. En ligne : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_181836.pdf.

12. Commission économique pour l'Afrique (CEA) des Nations Unies, *Étude sur l'économie verte en Afrique de l'Ouest. Renforcement des capacités des pays ouest-africains en économie verte pour l'atténuation des changements climatiques*, 2014. En ligne : https://www.unclearn.org/sites/default/files/economie_verte_quinte_french_fev_11_2014.pdf.

13. International Labor Organization (ILO), *Green jobs assessment – Mauritius*, 2014. En ligne : http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/documents/publication/wcms_317238.pdf.

14. Ministère de l'Environnement, Conservation de la nature et Tourisme de la République démocratique du Congo, *Potentiel REDD+ de la RDC*, 2009. En ligne : http://redd.unfccc.int/uploads/2_198_rapport_final_exploration_potentiel_redd_071209.pdf.

15. Marion Douet, « Énergie : quand le solaire se lève sur le continent africain », dans *Jeune Afrique*, 25 janvier 2017. En ligne : <http://www.jeuneafrique.com/mag/392979/economie/energie-solaire-se-leve-continent-africain/>.

16. Gauthier, Catherine et Bassem Saadallaoui, 2017, « La jeunesse francophone au cœur de la transition verte », *Liaison Énergie-Francophonie*, n° 106, 3^e trimestre. En ligne : <https://www.ifdd.francophonie.org/ressources/ressources-pub-desc.php?id=715>.

CLÉ 07 — SANTÉ

Les transformations en cours des politiques du médicament : au bénéfice des citoyens ?

1. Catherine Crépeau et Charles Désy, « Prix des médicaments : Des écarts spectaculaires », dans *Protégez-Vous*, octobre 2017; Catherine Meilleur, « Prix des médicaments : Difficile à avaler », dans *Protégez-Vous*, octobre 2011.
2. Jesse McLean, « Costco pharmacy directors fined \$20,000 after admitting to \$1.2-million drug kickback scheme », dans *Toronto Star*, 15 janvier 2018. En ligne : <https://www.thestar.com/business/2018/01/15/costco-pharmacy-directors-plead-guilty-to-accepting-kickbacks.html>.
3. Davide Gentile, « Les Québécois paient trop cher les médicaments génériques », dans Radio-Canada,

10 novembre 2016. En ligne : <http://beta.radio-canada.ca/nouvelle/814037/quebec-medicament-generique-cher-pharmacie-prix-cout-assurance-maladie-rmq>.

4. Conseil d'examen des prix des médicaments brevetés, *Modernisation des lignes directrices du CEPMB; Document de discussion*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2016.
5. *Ibid.*
6. Conseil d'examen des prix des médicaments brevetés, *Rapport annuel 2016*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2017.
7. *Ibid.*
8. Joel Lexchin et Marc-André Gagnon, « CETA and pharmaceuticals : impact of the trade agreement between Europe and Canada on the costs of prescription drugs », dans *Globalization and Health*, vol. 10, n° 30, 2014.
9. Conseil d'examen des prix des médicaments brevetés, *Modernisation des lignes directrices du CEPMB; Document de discussion*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2016.
10. Conseil d'examen des prix des médicaments brevetés, *Rapport annuel 2016*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2017.
11. Médicaments novateurs Canada, « Notre industrie ». En ligne : <http://innovativemedicines.ca/fr/about/our-industry/>.
12. Kelly Crowe, « Following the money between patient groups and Big Pharma », dans CBC News, 17 février 2018. En ligne : <https://www.cbc.ca/news/health/second-opinion-patient-advocacy-pharmaceutical-industry-funding-drug-prices-1.4539271>.
13. Marc-André Gagnon, Alain Vadeboncoeur, Mathieu Charbonneau, Steve Morgan, *Le régime public-privé d'assurance médicaments du Québec : un modèle obsolète ?*, 2017. En ligne : [https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Note_Assurance-me_dicaments_201712WEB.pdf](https://cdn.iris-recherche.qc.ca/uploads/publication/file/Note_Assurance-med_mdicaments_201712WEB.pdf).
14. Bureau du directeur parlementaire du Budget, *Coût d'un programme national d'assurance-médicaments de régie fédérale*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2017.
15. Comité permanent de la santé, *Un régime d'assurance-médicaments universel pour tous les Canadiens : une nécessité*, Ottawa, Gouvernement du Canada, 2018.

CLÉ 08 — MÉDIAS

Du cynisme politique au cynisme médiatique : quand le citoyen n'a plus confiance dans les médias

1. Marc-François Bernier, Érosion de la crédibilité et de la confiance des Québécois envers leurs médias d'information, 2012. En ligne : <http://www.crej.ca/publications/CREJBarometre2012.pdf>.

2. Peter Desbarats, *Guide to Canadian News Media*, San Diego, Harcourt Brace Jovanovich, 1990, p. 126.

3. Edelman, *Baromètre de confiance Edelman 2018*, 2018.

4. Nicholas Russell, *Morals and the media. Ethics in Canadian Journalism (second edition)*, Vancouver, UBC Press, 2006, p. 6.

5. David Pritchard et Florian Sauvageau, *Les journalistes canadiens. Un portrait de fin de siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 35.

6. Karen Callaghan et Frauke Schnell, « Assessing the democratic debate : How the news media frame elite policy discourse », *Political Communication*, vol. 18, n° 2, 2001.

7. Angie Fleras, *Mass Media Communication in Canada*, Toronto, Nelson, 2003, p. 119.

8. Joseph N. Cappella et Kathleen Hall Jamieson, *Spiral of cynicism. The press and the public good*, Oxford, Oxford University Press, 1997, p. 38.

9. Thomas E. Patterson, *Out of order : How the decline of the political parties and the growing power of the news media undermine the American way of electing presidents*, New York, Alfred Knopf, 1993.

10. David L. Paletz et Robert M. Entman, *Media power politics*, New York, Free Press, 1982, p. 50.

11. Joseph N. Cappella et Kathleen Hall Jamieson, *Spiral of cynicism. The press and the public good*, Oxford, Oxford University Press, 1997.

12. Thomas E. Patterson, *Out of order : How the decline of the political parties and the growing power of the news media undermine the American way of electing presidents*, New York, Alfred Knopf, 1993.

13. Joseph N. Cappella et Kathleen Hall Jamieson, *Spiral of cynicism. The press and the public good*, Oxford, Oxford University Press, 1997 ; Claes De Vreese, « The effects of strategic news on political cynicism, issue evaluations, and policy support : A two-wave experiment », *Mass Communication & Society*, vol. 7, n° 2, 2004.

14. Nicholas Russell, *Morals and the media. Ethics in Canadian Journalism (second edition)*, Vancouver, UBC Press, 2006, p. 17.

15. Marc Trussler et Stuart Soroka, « Consumer demand for cynical and negative news frames », *The International Journal of Press/Politics*, vol. 19, n° 3, 2014.

16. David Pritchard et Florian Sauvageau, *Les journalistes canadiens. Un portrait de fin de siècle*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1999, p. 90.

17. Peter Desbarats, *Guide to Canadian News Media*, San Diego, Harcourt Brace Jovanovich, 1990, p. 24.

18. Edelman, *Baromètre de confiance Edelman 2018*, 2018.

19. Ioana Alexandra Manoliu et Katherine Sullivan, *Participation des jeunes à l'élection fédérale canadienne de 2015 et leur cynisme, rapport commandé par Élections Canada*, 2016. En ligne : <http://inspirelademocratie-inspiredemocracy.ca/rsch/yth/yp/ycc/index-fra.asp>.

20. Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélneau, *Les Québécois aux urnes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, p. 12.

21. Mebs Kanji et Kerry Tannahill, « Le malaise des Québécois : la confiance envers les institutions gouvernementales », dans Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélneau (dir.), *Les Québécois aux urnes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, p. 86.

22. Mebs Kanji et Kerry Tannahill, « Le malaise des Québécois : la confiance envers les institutions gouvernementales », dans Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélneau (dir.), *Les Québécois aux urnes*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013, p. 86.

La Terre n'est pas plate et tout le monde devrait le savoir : la culture scientifique pour tous est une clé de la société du XXI^e siècle

1. Observatoire de la culture et des communications du Québec, *La fréquentation des institutions muséales en 2016 et 2017*, 2018. En ligne : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/culture/bulletins/optique-culture-60.pdf>.

2. Ipsos, *Sondage Ipsos-La Presse : profil des électeurs québécois*, 2018. En ligne : <https://www.ipsos.com/sites/default/files/ct/news/documents/2018-05/sondage-ipsos-la-presse-profil-des-electeurs-quebecois-pr-5-27-2018.pdf>.

CLÉ 09 — DISCRIMINATION

La discrimination systémique : sortir du déni collectif

1. Dans ce chapitre, nous faisons le choix d'utiliser l'expression « groupe racisé », car comme l'affirme Eid les individus racisés sont les victimes « d'un processus de catégorisation externe opérée par le groupe majoritaire [qui] exerce une violence symbolique sur les catégorisés en leur assignant, non pas une culture historiquement construite et en mouvement (privilège des groupes majoritaires), mais plutôt une essence immuable de laquelle sont dérivés mécaniquement tous les traits sociaux, culturels et individuels ». Voir : Paul Eid, « Les inégalités “ethnoraciales” dans l'accès à l'emploi à Montréal : le poids de la discrimination », dans *Recherches sociographiques*, vol. 53, n° 2, 2012.

2. Maryse Potvin, « Racisme et discours public commun au Québec », dans Stephan Gervais, Dimitrios Karmis, Diane Lamoureux (dir.), *Du tricoté serré au métissé serré ? La culture publique commune au Québec en débats*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2008, p. 227-248.

3. Bureau international du Travail, *L'égalité au travail : relever les défis – Rapport en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, 2007. En ligne : http://www.ilo.org/public/portugue/region/eurpro/libson/pdf/egalite_07.pdf.

4. Rappelons que ces motifs sont « la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap » (art. 10), Charte des droits et libertés de la personne, L.R.Q., ch. C-12.

5. Bureau international du Travail, *L'égalité au travail : relever les défis – Rapport en vertu du suivi de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail*, 2007. En ligne : http://www.ilo.org/public/portugue/region/eurpro/libson/pdf/egalite_07.pdf.

6. En matière de discrimination indirecte, pensons au fait d'exiger un certain nombre d'années d'expérience de travail au Canada qui limite de manière importante l'accès des personnes immigrantes au poste en question, ou encore une organisation qui encourage fortement ces employés à faire des

heures supplémentaires, ce qui limite l'accès de ces occupations aux mères ayant de jeunes enfants, compte tenu de la genrification importante des rôles dans les familles québécoises.

7. *Action Travail des femmes c. Chemins de fer nationaux* [1987] 1 R.C.S. 1114.
8. Marie-Thérèse Chicha-Pontbriand, *Discrimination systémique : Fondement et méthodologie des programmes d'accès à l'égalité en emploi*, Cowansville, Les Éditions Yvon Blais, 1989.
9. *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse c. Gaz Métropolitain inc.* [2008] QCTDP 24 (CanLII), par. 446.
10. À ce sujet, voir notamment : Christa Tobler, *Limits and Potential of the Conception of Indirect Discrimination*, Bruxelles, European Commission, Directorate-General for Employment, Social Affairs and Equal Opportunities, 2008 ; Eduardo Bonilla-Silva, *Racism without Racists : Color-Blind Racism and the Persistence of Racial Inequality in the United States*, Lanham, Rowman and Littlefield Publishing Group, 2006 ; Carol Agocs, « Systemic Discrimination in Employment : Mapping the Issue and the Policy Responses », dans Carol Agocs (dir.), *Workplace Equality : International Perspectives on Legislation, Policy and Practice*, La Haye, Kluwer Law International, 2002.
11. Vincent J. Roscigno, Lisette M. Garcia et Donna Bobbitt-Zeher, « Social Closure and Processes of Race/Sex Employment Discrimination », dans *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 609, n° 9, 2007.
12. Le Devoir, « En bref – Consultation sur le racisme », dans *Le Devoir*, 30 juin 2006.
13. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, *La diversité : une valeur ajoutée. Politique gouvernementale pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 2006.
14. Paul Eid et Micheline Labelle, « Vers une politique québécoise antiraciste », dans *Relations*, n° 763, 2013.
15. Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, *La diversité : une valeur ajoutée. Plan d'action gouvernemental pour favoriser la participation de tous à l'essor du Québec 2008-2013*, Québec, Gouvernement du Québec, 2008.
16. Paul Eid et Micheline Labelle, « Vers une politique québécoise antiraciste », dans *Relations*, n° 763, 2013.

17. Cabinet de la ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, *Une consultation sur la discrimination systémique et le racisme se tiendra dès septembre 2017*, 2017. En ligne : <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/une-consultation-sur-la-discrimination-systemique-et-le-racisme-se-tiendra-des-septembre-2017-635623723.html>.
18. Radio-Canada et La Presse canadienne, « Une consultation sur la discrimination systémique et le racisme se tiendra dès septembre 2017 », dans Radio-Canada, 18 octobre 2017. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1062104/racisme-discrimination-systemique-mandat-change-forum-valorisation-diversite>.
19. Union des municipalités du Québec, *Consultation sur la discrimination systémique et le racisme*, 2017. En ligne : https://umq.qc.ca/publication/consultation-discrimination-systemique-racisme/?doing_wp_cron=1529543674.3955581188201904296875.
20. Robert Dutriscac, « Forum sur la valorisation de la diversité : le tabou de la discrimination », dans *Le Devoir*, 9 décembre 2017. En ligne : <https://www.ledevoir.com/opinion/editoriaux/515077/forum-sur-la-valorisation-de-la-diversite-le-tabou-de-la-discrimination>.
21. Caroline Plante, « La consultation sur le racisme systémique est victime de son succès, dit Québec », dans *Huffington Post*, 27 septembre 2017. En ligne : https://quebec.huffingtonpost.ca/2017/09/27/la-consultation-sur-le-racisme-systemique-est-victime-de-son-succes-dit-quebec_a_23224499/.
22. Patrick Bellerose, « Discrimination systémique et racisme : Couillard remet en question la tenue de la Consultation » dans *TVA Nouvelles*, 4 octobre 2017. En ligne : <https://www.tvanouvelles.ca/2017/10/04/couillard-veut-revoir-la-forme-de-la-consultation-sur-la-discrimination-systemique-et-le-racisme-1>.
23. Radio-Canada, « Consultation sur la discrimination systémique : des organismes déplorent les “jeux électoraux” », dans *Radio-Canada*, 4 octobre 2017. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1059584/philippe-couillard-formule-consultation-racisme-bonne-direction>.
- L'antiféminisme québécois au temps de Trump**
1. L'auteure tient à remercier Denis Carlier et Héloïse Michaud pour leur relecture, leurs commentaires et leurs suggestions constructives.
2. Claire Cohen, « Donald Trump sexism tracker: Every offensive comment in one place », dans *The*

Telegraph, 14 juillet 2017. En ligne : <https://www.telegraph.co.uk/women/politics/donald-trump-sexism-tracker-every-offensive-comment-in-one-place/>.

3. Max Blau, « These women have accused Trump of sexual harassment », dans *CNN*, 10 mai 2018. En ligne : <https://www.politico.com/story/2016/10/trump-jessica-leeds-accusations-229805>; Nolan McCaskill, « Trump suggests his accusers are too unattractive to assault », dans *Politico*, 14 octobre 2016. En ligne : <https://www.politico.com/story/2016/10/trump-jessica-leeds-accusations-229805>.
4. Therese Shechter, « The misunderstood history of the ‘incel’ movement », dans *Macleans*, 11 mai 2018. En ligne : <https://www.macleans.ca/opinion/the-misunderstood-history-of-the-incele-movement/>.
5. Observatoire canadien du féminicide pour la justice et la responsabilisation, *78 women, girls killed in Canada from January-June 2018*, 2018. En ligne : <https://femicideincanada.ca/mid2018report>.
6. Christine Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 21-22.
7. Diane Lamoureux et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Les antiféminismes : analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2015, p. 15-17.
8. Diane Lamoureux et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Les antiféminismes : analyse d'un discours réactionnaire*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2015, p. 9-17; Mélissa Blais, « Y a-t-il un cycle de la violence antiféministe ? Les effets de l'antiféminisme selon les féministes québécoises », dans *Cahiers du Genre*, 2012, vol. 1, n° 52, p. 167-195.
9. Christine Bard (dir.), *Un siècle d'antiféminisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 21.
10. Francine Descarries, « L'antiféminisme ordinaire », dans *Revue Recherches féministes*, vol. 18, n° 2, 2005, p. 141.
11. Francine Descarries, « L'antiféminisme ordinaire », dans *Revue Recherches féministes*, vol. 18, n° 2, 2005, p. 142.
12. Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2017, p. 11-42; Mélissa Blais, « Y a-t-il un cycle de la violence antiféministe ? Les effets de l'antiféminisme selon les féministes québécoises », dans *Cahiers du Genre*, 2012, vol. 1, n° 52, p. 167-195.
13. Diane Lamoureux et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Les Antiféminismes : analyse d'un discours*

réactionnaire, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2015, p. 16.

14. Mélissa Blais et Francis Dupuis-Déri (dir.), *Le mouvement masculiniste au Québec*, Montréal, Éditions du remue-ménage, 2017, p. 13; Janel Gauthier, « Préface », dans Yvon Dallaire, *Homme et fier de l'être*, Québec, Option Santé, 2001.

15. Audrey Gonin, Véronique Pronovost et Mélissa Blais, en partenariat avec la Fédération du Québec pour le planning des naissances, *Enjeux éthiques de l'intervention auprès de femmes vivant une grossesse imprévue au Québec : discours et pratiques des ressources anti-choix et pro-choix*, Montréal, Service aux collectivités, Université du Québec à Montréal, 2014.

16. *Ibid.*

17. Russell Kirk, *The Conservative Mind : From Burke to Eliot*, Washington, Regnery Publishing, 2001; George H. Nash, *The Conservative Intellectual Movement in America*, New York, Basic Books Inc. Publishers, 1976.

18. Susan Faludi, *Backlash : La guerre froide contre les femmes*, Paris, Éditions Antoinette Fouque, 1993.

19. *Ibid.*

20. André Gagné cité dans Dominique Scali, « Des experts craignent un drame lié à l'extrême droite », dans *Le Journal de Montréal*, 30 janvier 2017. En ligne : <http://www.journaldemontreal.com/2017/01/30/des-experts-craignaient-un-drame-lie-a-lextrême-droite>.

21. Sur la question de l'antiféminisme voir notamment : Sarah-Maude Lefebvre, « Propos antiféministes : un autre candidat de la CAQ dans l'embaras », dans *Le Journal de Montréal*, 26 mars 2014. En ligne : <http://www.journaldemontreal.com/2014/03/26/propos-antiféministes-un-autre-candidat-de-la-caq-dans-lembaras>; Jocelyne Richer, « La CAQ à la conquête du vote des femmes », dans *Le Devoir*, 2 avril 2018. En ligne : <https://www.ledevoir.com/politique/quebec/524285/la-caq-doit-conquerir-le-vote-des-femmes>.

22. TVA Nouvelles, « Le PCC de plus en plus populaire au Québec », dans TVA Nouvelles, 15 mai 2018. En ligne : <http://www.tvanouvelles.ca/2018/05/15/le-pcc-de-plus-en-plus-populaire-au-quebec>.

23. David Morin cité dans Caroline St-Pierre, « Qu'est-ce que l'extrême droite, au juste? », dans *Le Devoir*, 19 août 2017. En ligne : [paign=Autopost&utm_medium=Social&utm_source=Facebook#link_time=1503169593.

24. Cécile Rousseau citée dans Caroline Plante, « Migrants : Québec tient un discours irresponsable et dangereux, selon les experts », dans *La Presse*, 23 avril 2018. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201804/23/01-5162184-migrants-quebec-tient-un-discours-irresponsable-et-dangereux-selon-des-experts.php>.

25. Claudie Lesselier et Fiammetta Venner \(dir.\), *L'Extrême droite et les femmes. Enjeux et actualité*, Villeurbanne, Golias, 1997.

26. *Ibid.*

27. Brigitte Noël, « Les illusions et les désillusions de La Meute, le "plus grand groupe d'extrême droite au Québec" », dans *VICE*, 4 janvier 2017. En ligne : \[https://www.vice.com/fr_ca/article/8qgjm4/les-illusions-et-desillusions-de-la-meute-le-plus-grand-groupe-dextreme-droite-au-quebec\]\(https://www.vice.com/fr_ca/article/8qgjm4/les-illusions-et-desillusions-de-la-meute-le-plus-grand-groupe-dextreme-droite-au-quebec\).

28. David Morin cité dans La Presse canadienne. « Démystifier l'extrême droite », dans *Radio-Canada*, 19 août 2017. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/105317/demystifier-extreme-droite-quebec-la-meute-discours-raciste>.](https://www.ledevoir.com/societe/actualites-en-societe/506100/qu-est-ce-que-l-extreme-droite-au-juste?utm_cam-</p>
</div>
<div data-bbox=)

CLÉ 10 — RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Intelligence artificielle : entre utopie et dystopie

1. Nathalie de Marcellis-Warin et Ingrid Peignier, *Baromètre CIRANO 2018 : la perception des risques au Québec*, 2018. En ligne : <https://cirano.qc.ca/files/publications/2018MO-02.pdf>.
2. *Ibid.*
3. Pour en savoir plus sur l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique, voir : Gouvernement du Québec, Fonds de recherche du Québec, « Appel de propositions : création d'un Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique », 2018. En ligne : <http://www.scientifique-en-chef.gouv.qc.ca/nouvelles/appele-a-propositions-creation-dun-observatoire-international-impacts-societaux-de-lintelligence-artificielle-numerique/>.
4. Pour en savoir plus sur la Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle, voir : Déclaration de Montréal pour un développement responsable de l'intelligence artificielle, 2018. En ligne : <https://www.declarationmontreal-iaresponsable.com/>.

Crédit photo

Photo de Dominic Martin © UQAM | Service de l'audiovisuel, photographe : Émilie Tournevalche, 2017

CLÉ 11 — JEUNESSE

La voix de la nouvelle génération silencieuse

1. Danah Boyd, *It's complicated, the social lives of networked teens*, New Haven, Yale University Press, 2014.
2. Enquête journalistique menée par Curium auprès de 1 633 jeunes, septembre et octobre 2017.
3. Randstad, *De Y à Z, le guide sur la prochaine génération d'employés*, 2015. En ligne : http://images.transcontinentalmedia.com/LAF/lacom/De_Y-a_Z.pdf.
4. <http://millennialbranding.com/>.
5. Randstad, *De Y à Z, le guide sur la prochaine génération d'employés*, 2015. En ligne : http://images.transcontinentalmedia.com/LAF/lacom/De_Y-a_Z.pdf.
6. À ce sujet, voir les études de l'Observatoire français des drogues et des toxicomanies (OFDT), de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et des Centers for Disease Control and Prevention (CDC) des États-Unis..
7. Susan M Sawyer, Peter S Azzopardi, Dakshitha Wickremarathne et George C Patton, « The age of adolescence », *The Lancet Child & Adolescent Health*, vol. 2, n° 3, 2018.
8. Institut de la statistique du Québec. *Coup d'œil sociodémographique : les mariages au Québec en 2016*, 2017. En ligne : http://www.bdso.gouv.qc.ca/docs-ken/multimedia/PB01600FR_coup_doeil_57_2017HooFoo.pdf.

Une vision inclusive, ouverte et équitable : le souhait des entrepreneurs de la génération Y

1. Maripier Tremblay et Yvon Gasse, *Étude sur les entrepreneurs et les repreneurs québécois de générations X et Y*, 2014. En ligne : <http://www4.fsa.ulaval.ca/wp-content/uploads/2015/03/tude-compl%C3%A8te.pdf>.

CLÉ 12 — TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Mobilisation, électorat et big data : plus de données, plus de participation ?

1. Par exemple : Tarleton Gillespie. « The politics of “platforms” », dans *New Media & Society*, vol. 12, n° 3, 2010, p. 347-364.
2. David W. Nickerson et Todd Rogers. « Political Campaigns and Big Data », dans *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28, n° 2, 2014, p. 56.

3. *Ibid.*

4. Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélneau (dir.), *Les Québécois aux urnes. Les partis, les médias et les citoyens en campagne*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2013, p. 11-12.
5. Alex Marland, Anna L. Esselment et Thierry Giasson, « Welcome to Non Stop Campaigning », dans Alex Marland, Thierry Giasson et Anna L. Esselment (dir.), *Permanent Campaigning in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2017, p. 119.
6. Sara Chouinard, « Les études électorales au Québec depuis 1970 ou l'analyse de l'exceptionnalisme québécois aux urnes », dans *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, vol. 50, n° 1, p. 370.
7. Marc Bélair-Cirino, « Le parti pris des jeunes », dans *Le Devoir*, 10 mars 2018, et Kirsten Kozolanka (dir.), *Publicity and the Canadian State. Critical Communications Perspectives*, Toronto, Toronto University Press, 2014, p. 14.
8. Mebs Kanji et Kerry Tannahill, « Le malaise des Québécois : la confiance envers les institutions gouvernementales », dans Frédéric Bastien, Éric Bélanger et François Gélneau (dir.), *Les Québécois aux urnes : les partis, les médias et les citoyens en campagne*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, p. 75-87.
9. Christelle Robert-Mazaye et al., « Désengagement ou scepticisme engagé ? L'action politique et citoyenne des jeunes québécois », dans *La revue internationale de l'éducation familiale*, vol. 41, n° 1, 2017, p. 98.
10. Justin Savoie, François Gélneau et Éric Montigny. *Note de recherche sur la participation électorale sur la période 1985-2014. Une étude régionale*, Québec, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, octobre 2016, p. 12.
11. Colin J. Bennett, « Trends in Voter Surveillance in Western Societies: Privacy Intrusions and Democratic Implications », dans *Surveillance & Society*, vol. 13, n° 3/4, 2015, p. 382.
12. Anna L. Esselment, Alex Marland et Thierry Giasson. « Permanent Campaigning : Changing the Nature of Canadian Democracy », dans Alex Marland, Thierry Giasson et Anna L. Esselment (dir.), *Permanent Campaigning in Canada*, Vancouver, UBC Press, 2017, p. 308.
13. Colin J. Bennett, « Trends in Voter Surveillance in Western Societies: Privacy Intrusions and Democratic Implications », dans *Surveillance & Society*, vol. 13, n° 3/4, 2015, p. 382.

14. Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, «Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation?», dans *Réseaux*, vol. 1, n° 177, 2013, p. 163-196.
15. Colin J. Bennett, «Trends in Voter Surveillance in Western Societies: Privacy Intrusions and Democratic Implications», dans *Surveillance & Society*, vol. 13, n° 3/4, 2015, p. 382.
16. Tom Flanagan. *Winning Power: Canadian Campaigning in the Twenty-First Century*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2014, p. 6.
17. Lilian Mitrou et al., «Social Media Profiling: a Panopticon or Omnioticon Tool», dans actes de la 6^e Conférence biannuelle *Surveillance and Society*, Barcelone, avril 2014.
18. Daniel Kreiss «Social media did not give us Donald Trump and it is not weakening democracy», dans Darren Lilleker, Daniel Jackson, Einar Thorson and Anastasia Veneti (dir.), *US Election Analysis 2016: Media Voters and the Campaign. Early reflections from leading academics*, Bournemouth, Center for the Study of Journalism, Culture and Community and Centre for Politics and Media Research, 2016, p. 75.
- Le big data et l'intelligence artificielle menacent-ils le vivre-ensemble?**
- Enjeux de la gouvernementalité algorithmique**
1. «Montréal pourra s'affirmer comme un leader mondial des données massives», dans *Les Affaires*, 17 septembre 2016.
2. Joshua Bengio, «La communauté de l'intelligence artificielle a bien fait ses devoirs», dans *Le Devoir*, 2 décembre 2017.
3. Jocelyn Maclure, «Montréal peut être à l'avant-garde de la réflexion éthique sur l'intelligence artificielle», dans *Le Devoir*, 2 novembre 2017.
4. Ne pas confondre avec la notion de *gouvernance* qui se limite principalement aux notions de gestion et d'administration.
5. Antoinette Rouvroy et Thomas Berns, «Gouvernementalité algorithmique et perspectives d'émancipation. Le disparate comme condition d'individuation par la relation?», dans *Réseaux*, vol. 177, n° 1, 2013, p. 163-196.
6. Michel Foucault, «L'éthique du souci de soi comme pratique de la liberté», *Dits et écrits*, tome 4, Paris, Gallimard, 1984, p. 728-729.
7. Marc Ménard et André Mondoux, «Big Data, circuits marchands et accélération sociale», *Big Data et société*, Montréal, PUQ, 2018.

8. Nick Srnicek, *Platform Capitalism*, Maiden, Polity Press, 2017.
9. Michel Foucault, «Surveiller et punir», *Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, p. 32.
10. Michel Foucault, «Le sujet et le pouvoir», *Dits et écrits*, tome 2, Paris, Gallimard, 2001 [1984], p. 1055.
11. Paul Virilio, *Cybermonde, la politique du pire*, Éditions Textuel, Paris, 1996.

CLÉ 13 — CULTURE

La télévision par internet, quels enjeux pour la culture canadienne et québécoise ?

1. La télévision linéaire, apparue avec les ondes hertziennes, renvoie au modèle historique de la télévision qui impose une grille de programme au téléspectateur. Ce dernier regarde ces programmes au moment de leur diffusion et n'a aucune emprise sur cette grille. La télévision non linéaire permet au contraire au téléspectateur de regarder les programmes qu'il souhaite dans l'horizon temporel, à l'instar des services de vidéos à la demande.
2. Alain Pilon et Martine Paquette, *Sociologie des médias du Québec : de la presse écrite à internet*, Montréal, Fides, 2014.
3. Gaëtan Tremblay et Jean-Guy Lacroix, *Télévision : deuxième dynastie*, Montréal, PUQ, 1991.
4. Simon Claus, «Le débat sur la mondialisation culturelle à l'heure du "numérique" : le cas de Netflix au Canada et au Québec», dans *Composite*, 20, 2017.
5. Patrimoine canadien, *Notre souveraineté culturelle : Le deuxième siècle de la radiodiffusion canadienne, Rapport du Comité permanent du patrimoine canadien*, Ottawa, Chambre des communes, 2003.
6. Christine Thoër et al., *Visionnement connecté par les jeunes au Québec*, Montréal, CEFRIO, 2017.
7. *Les Affamés* est un exemple de film qui s'est notamment construit une communauté de fans grâce aux réseaux sociaux numériques. Présenté au Festival international du film de Toronto (TIFF) en septembre 2017 avant sa sortie en salles au Canada et ayant fait parler de lui sur internet, le film a attiré l'attention de Netflix qui en a acheté les droits d'exploitation internationaux. Le numérique offre donc aussi des possibilités aux acteurs du secteur de la culture.
8. Jonathan Roberge et al., *Chantier sur l'adaptation des droits d'auteur à l'ère numérique*, Montréal, INRS, 2016.
9. Simon Claus, *La politique canadienne en matière de radiodiffusion en question : de Marconi à Netflix*, Ottawa, CRTC, 2017.

10. Patrimoine canadien, *Notre souveraineté culturelle : Le deuxième siècle de la radiodiffusion canadienne, Rapport du Comité permanent du patrimoine canadien*, Ottawa, Chambre des communes, 2003.

Complément. **CONSTITUONS!**

mettre en scène la démocratie

1. J. C. Taché, *Des provinces de l'Amérique du Nord et d'une union fédérale*, Québec, Brousseau, 1858, cité dans : Marc Chevrier, *Constitution québécoise*, 2012. En ligne : http://agora.qc.ca/Dossiers/Constitution_quebecoise.

2. Daniel Turp, *Note historique sur la constitution québécoise, version 8*, 2008. En ligne : <http://daniel-turpqc.org/pagext.php?id=22>.

3. Les États généraux du Canada français adoptent en 1969 une résolution, par un vote de 598 contre 12, en faveur de l'élaboration d'une constitution du Québec. Voir : Roméo Bouchard, *Constituer le Québec, Document 05*, Montréal, Atelier 10, 2014.

4. Après avoir consulté la population, la Commission établit deux voies possibles pour le futur politique et constitutionnel du Québec : la première voie implique un réaménagement du régime fédéral canadien, alors que la deuxième concerne l'accession du Québec à la souveraineté. Dans tous les cas, la Commission soulève l'idée émise par la population selon laquelle « [...] l'adoption par le Québec d'une constitution qui lui soit propre devrait accompagner la redéfinition de ses relations avec les autres parties du Canada. Le rapport stipule d'ailleurs que " La Commission est d'avis que la population devra s'exprimer sur la question de son avenir politique et constitutionnel par le biais d'une consultation démocratique formelle ". Voir : Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, *Rapport de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 1991. En ligne : https://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=20751.

5. On peut par exemple lire dans ce rapport que « l'adoption de la constitution du Québec est une action primordiale qui favorisera l'épanouissement démocratique du Québec en élargissant le champ de conscience et le champ des connaissances et des pratiques démocratiques, permettant ainsi au citoyen d'assumer ses droits et ses responsabilités avec plus de maturité ». Cette mesure aurait été appuyée par 82% des citoyens sondés. Voir : Daniel Turp, *Note historique sur la constitution québécoise, version 8*, 2008. En ligne : <http://danielturpqc.org/pagext.php?id=22>.

6. Ce document prévoit une réforme du mode de scrutin ; l'élection du premier ministre au suffrage universel ; il affirme la souveraineté du peuple ; il met en place un droit d'initiative législative citoyenne ; etc. Il n'aborde pas, cependant, la question du statut politique du Québec et ne vise donc pas à modifier la structure fédérale canadienne.

7. Jonathan Trudel, « Benoît Pelletier brasse la cage », dans *L'actualité*, 2 juillet 2010. En ligne : <http://lactualite.com/politique/2010/07/02/benoit-pelletier-brasse-la-cage/>.

CLÉ 14 — RELATIONS INTERNATIONALES Trump et la théâtralisation de la frontière québéco-américaine

1. Les résultats présentés dans ce texte sont en grande partie tirés de : Mathilde Bourgeon, Thalia D'Aragon-Giguère, et Élisabeth Vallet, « Les flux migratoires à la frontière québéco-américaine », dans *Québec Studies*, vol. 64, 2017.

2. Pour les articles sur le sujet, voir : Radio-Canada. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/sujet/demandeurs-asile-refugiés-immigration> ; *La Presse*. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/Le-Devoir>. En ligne : <https://www.ledevoir.com/motcle/demandeur-d-asile> ; *Le Journal de Montréal*. En ligne : <http://www.journaldemontreal.com/recherche?q=demandeurs%20d%27asile> ; *Le Journal de Québec*. En ligne : <http://www.journaldequebec.com/recherche?q=demandeurs+d%27asile>.

3. Organisation des Nations Unies, *Convention relative au statut des réfugiés*, Genève, 1951. RTNU 189 n° 2545, p. 137, art. 31 (entrée en vigueur : 22 avril 1954). En ligne : <https://treaties.un.org/doc/Publication/UNTS/Volume%20189/v189.pdf>.

4. Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada. *Demandes d'asile (sous le régime du nouveau système) par pays présenté comme pays de persécution – 2017*, 2017. En ligne : www.irb-cisr.gc.ca/Fra/RefClaDem/stats/Pages/SPRStat2017.aspx ; Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada. *Demandes d'asile (sous le régime du nouveau système) par pays présenté comme pays de persécution – 2018*, 2018. En ligne : www.irb-cisr.gc.ca/Eng/RefClaDem/stats/Pages/RPDStat2018.aspx.

5. Jade Boivin, *Communication et politiques publiques : étude comparée de la construction du discours des administrations Trump et Trudeau sur les politiques d'immigration et de relations internationales, le cas des réfugiés, des demandeurs d'asile et des immigrants*, mémoire présenté comme

exigence partielle à la maîtrise en communication, Université du Québec à Montréal, 2017, p. 5-11.

6. Ashifa Kassam, « Trudeau forced to backtrack on open invitation to refugees », dans *The Guardian*, 25 août 2017. En ligne : <https://www.theguardian.com/world/2017/aug/25/justin-trudeau-forced-to-backtrack-on-open-invitation-to-refugees>.

7. Jade Boivin, *Communication et politiques publiques : étude comparée de la construction du discours des administrations Trump et Trudeau sur les politiques d'immigration et de relations internationales le cas des réfugiés, des demandeurs d'asile et des immigrants*, mémoire présenté comme exigence partielle à la maîtrise en communication, Université du Québec à Montréal, 2017, p. 15-16.

8. Alicia Parlapiano et Anjali Singhvi, « The Supreme Court Partially Allowed Trump's Travel Ban. Who Is Still Barred? », dans *New York Times*, 19 juillet 2017. En ligne : <https://www.nytimes.com/interactive/2017/06/29/us/politics/supreme-court-trump-travel-ban.html>.

9. Radio-Canada avec Agence France-Presse, The Associated Press et CNN, « La Cour Suprême valide le décret migratoire controversé de Trump », dans *Radio-Canada*, 26 juin 2018. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1109266/cour-supreme-validation-decret-migratoire-trump>.

10. Miriam Jordan, « Trump Administration Ends Temporary Protection for Haitians », dans *New York Times*, 20 novembre 2017. En ligne : <https://www.nytimes.com/2017/11/20/us/haitians-temporary-status.html>.

11. Miriam Jordan, « Trump Administration Says That Nearly 200,000 Salvadorans Must Leave », dans *New York Times*, 8 janvier 2018. En ligne : <https://www.nytimes.com/2018/01/08/us/salvadorans-tps-end.html>.

12. Pour les statistiques complètes sur les interceptions par la GRC de demandeurs d'asile, voir : Mathilde Bourgeon, Thalia D'Aragon-Giguère, et Élisabeth Vallet, « Les flux migratoires à la frontière québéco-américaine », dans *Québec Studies*, vol. 64, 2017, p. 143; Gouvernement du Canada, *Demandes d'asile en 2017 : Interceptions par la GRC*, 2017. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile-2017.html>; Gouvernement du Canada, *Demandes d'asile : Interceptions par la GRC*, 2018. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile.html>.

13. Gouvernement du Canada, *Traitement au Canada des demandes de statut de réfugié : L'Entente sur les tiers pays sûrs*, 2018. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/organisation/publications-guides/bulletins-guides-operationnels/demandes-asile/canada/traitement-demandes-statut-refugie-entente-tiers-pays-surs.html>.

14. Danielle Beaudoin, « Cette entente qui incite à traverser irrégulièrement la frontière », dans *Radio-Canada*, 4 août 2017. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1018824/entente-tiers-pays-surs-explication-debat-suspension>; Gouvernement du Canada, *Demandes d'asile en 2017 : Interceptions par la GRC*, 2018. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile-2017.html>.

15. Entrevue réalisée par Mathilde Bourgeon et Thalia D'Aragon-Giguère avec un spécialiste en droit de l'immigration, le 13 juin 2017. Anonymat requis (nom, lieu).

16. *Ibid.*

17. Fanny Lévesque, « Demandeurs d'asile : des manifestants ont bloqué l'A15 à Lacolle », dans *La Presse*, 19 mai 2018. En ligne : www.lapresse.ca/actualites/201805/19/01-5182469-demandeurs-dasile-des-manifestants-ont-bloque-la15-a-lacolle.php.

18. Laurence Nadeau, « 44 % des Québécois veulent arrêter ou diminuer l'immigration », dans *Immigré.com*, 12 avril 2018. En ligne : <https://www.immigre.com/44-des-quebecois-veulent-arreter-limmigration-ou-la-diminuer/>.

19. Pour les articles sur le sujet : Caroline Plante, « Migrants irréguliers : l'opposition se range derrière Philippe Couillard », dans *La Presse*, 17 avril 2018. En ligne : www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-quebecoise/201804/17/01-5161389-migrants-irreguliers-lopposition-se-range-derriere-couillard.php; Mathieu Dion, « Demandeurs d'asile : Lisée évoque une clôture sur le chemin Roxham », dans *Radio-Canada*, 25 avril 2018. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1097314/migrants-jean-francois-lisee-cloture-chemin-roxham>; Radio-Canada, « Demandeurs d'asile : Le Québec est devenu une passoire, selon la CAQ », dans *Radio-Canada*, 9 août 2017. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1049595/demandeurs-asile-caq-legault-passoire-contrôle-frontière>.

20. Voir l'image associée à l'article : Philippe-Vincent Foisy, « D'où viennent les demandeurs d'asile qui traversent la frontière ? », dans *Radio-Canada*, 10 mai 2018. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1100008/demandeurs-asile-provenance-frontiere-nigeria-canada-etats-uns>.
21. Entrevue réalisée par Thalia D'Aragon-Giguère avec une résidente de la commune d'Hemmingford, 21 mai 2018. Anonymat requis (nom), Hemmingford (QC), Canada.
22. Agence France-Presse, « Baisse du nombre d'entrées irrégulières de migrants au Canada », dans *La Presse*, 13 juillet 2018. En ligne : www.lapresse.ca/actualites/national/201807/13/01-5189490-baisse-du-nombre-dentrees-irregulieres-de-migrants-au-canada.php.
23. Voir l'image associée à l'article : Teresa Wright et La Presse canadienne, « L'Agence des services frontaliers veut déployer des renforts à Roxham cet été », dans *Le Devoir*, 17 mai 2018. En ligne : <https://www.ledevoir.com/politique/canada/528183/l-agence-des-services-frontaliers-veut-deployer-des-renforts-a-roxham-cet-ete>.
24. Nombre d'interceptions moyen de janvier à juin 2017 : Gouvernement du Canada, *Demandes d'asile en 2017 : Interceptions par la GRC*, 2018. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile-2017.html>.
25. Gouvernement du Canada, *Demandes d'asile : Interceptions par la GRC*, 2018. En ligne : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/refugies/demandes-asile.html>.
26. Camille Garnier et Guillaume St-Pierre - Agence QMI, « Des migrants en détention de plus en plus longtemps », dans *TVA Nouvelles*, 8 mai 2018. En ligne : www.tvanouvelles.ca/2018/05/08/des-migrants-en-detention-de-plus-en-plus-longtemps.

CLÉ 15 — JUSTICE

Accessibilité à la justice : réflexions et pistes de solution

1. Avec la collaboration de Loris Bénéaiteau, stagiaire en droit.
2. Centre communautaire juridique de Québec, *Barème des revenus annuels (bruts) de l'aide juridique 2018*, 2018. En ligne : http://aidejuridiquequebec.qc.ca/qui_est_admissible/baremes.
3. Jeune Barreau de Montréal, *Rapport du JBM sur le système d'aide juridique québécois*,

2015. En ligne : <http://ajbm.qc.ca/wp-content/uploads/2015/08/rapportaidejuridiquevf.compressed.pdf>.

4. Aide juridique de l'Ontario, *Manuel de tarif et de facturation*, 2015. En ligne : https://www.legalaid.on.ca/fr/info/manuals/Tarififf%20Manual_fr.pdf.
5. INFRAS inc., *Enquête sur le sentiment d'accès et la perception de la justice au Québec*, 2016. En ligne : https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/documents/Fr_francais_/centredoc/rapports/ministere/RapportFinal_SondageJustice_MJQ_INFRAS_2016-ob.pdf.
6. *Ibid.*
7. Barreau du Québec, *La tarification horaire à l'heure de la réflexion*, 2016. En ligne : <https://www.barreau.qc.ca/pdf/publications/2016-rapport-tarification-synthese.pdf>.
8. Les organisations certifiées « B Corp » répondent à des normes élevées en matière de performance sociale et environnementale, de transparence publique et de responsabilité juridique afin de trouver un équilibre entre les bénéfices et les objectifs. Pour en apprendre davantage sur la certification « B Corp », voir : <http://www.bcorporationbyation.net/>

CLÉ 16 — TRAVAIL

L'humain au centre des stratégies d'entreprise : portrait d'une révolution annoncée dans le monde du travail

1. GSoft est une entreprise montréalaise de produits technologiques, qui cherche à tirer profit de la révolution numérique pour redéfinir le fonctionnement des entreprises. Sa mission est de « révolutionner le monde du travail en mettant les humains au cœur des organisations ». L'entreprise décrit respectivement ses deux produits phares, Sharegate et Officevibe, comme leur « producteur d'experts des nouvelles technologies » et « leurs créateurs de meilleurs leaders ». Sharegate simplifie l'adoption de la plateforme Office 365 de Microsoft, pour aider les organisations à créer leur environnement de travail numérique. Officevibe, pour sa part, accompagne les gestionnaires pour qu'ils deviennent de meilleurs leaders, en prenant le pouls de leur équipe et en leur donnant le pouvoir de prendre de meilleures décisions.
2. Gallup, *State of the American Workplace*. 2017. En ligne : <https://news.gallup.com/reports/1999617.aspx>.

CLÉ 17 — CONSOMMATION

Le mouvement végétarien : vers une révolution tranquille ?

1. Philip Low, *The Cambridge Declaration on Consciousness*, 2012. En ligne : <http://fcmconference.org/img/CambridgeDeclarationOnConsciousness.pdf>.
2. Stephen J. Dubner, *The Invisible Paw*, 2018. En ligne : <http://freakonomics.com/podcast/animal-economics/>.
3. Renan Larue et Valéry Giroux, *Le végétarisme*, Paris, PUF, 2017.
4. <https://www.vegansociety.com/>
5. Sylvain Charlebois, « The Conversation: Young Canadians lead the charge to a meatless Canada », dans *Dal News*, 16 mars 2018. En ligne : <https://www.dal.ca/news/2018/03/16/the-conversation-young-canadians-lead-the-charge-to-a-meatless-c.html>.
6. The Nielsen Company, *Plant-Based Proteins Are Gaining Dollar Share Among North Americans*, 2017. En ligne : <http://www.nielsen.com/us/en/insights/news/2017/plant-based-proteins-are-gaining-dollar-share-among-north-americans.html>.
7. « 'Plant-Based' Will Be The Hottest Food Trend Of 2018 : Report », dans *Huffington Post*, 24 novembre 2017. En ligne : https://www.huffingtonpost.ca/2017/11/24/plant-based-food_a_23287312/.
8. Josée Blanchette, « Médecin de cœur », dans *Le Devoir*, 17 mars 2017. En ligne : <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/494179/medecin-de-coeur>.
9. Robert Beauchemin, « Total végétal », dans *La Presse*, 15 avril 2005.
10. Isabelle Morin, « Vivre avec un ado végétarien », dans *La Presse*, 14 septembre 2017. En ligne : <http://www.lapresse.ca/vivre/gourmand/cuisine/201709/14/01-5133188-vivre-avec-une-ado-vege.php>.
11. Audrey Lavoie, « Quatre activités gourmandes pour le week-end », dans *Journal Métro*, 2 novembre 2017. En ligne : <http://journalmetro.com/plus/bouffe/1220933/quatre-activites-gourmandes-pour-le-week-end/>.
12. Stéphanie Bérubé, « Le nouveau Guide alimentaire inquiète les producteurs laitiers », dans *La Presse*, 28 juillet 2017. En ligne : <http://www.lapresse.ca/actualites/sante/201707/27/01-5120006-le-nouveau-guide-alimentaire-inquiete-les-producteurs-laitiers.php>.

13. Voir notamment Emily Court, « Major Canadian Pizza Chain Expands Vegan Menu », dans *Plant Based News*, 22 janvier 2018. En ligne : <https://www.plantbasednews.org/post/canadian-pizza-chain-expands-vegan-menu>; Jemina Webber, « Major Fast Food Chain A&W To Launch Vegan Beyond Burgers Across Canada », dans *Livekindly*, 14 janvier 2018. En ligne : <https://www.livekindly.co/major-fast-food-chain-aw-to-launch-vegan-beyond-burgers-across-canada/>; Janis Le Dalour, « Un menu végétarien au Thazard », dans *Voir*, 9 avril 2018. En ligne : <https://voir.ca/voir-la-vie/restos/2018/04/09/un-menu-vege-au-thazard/>.
14. Montreal Gazette editorial board, « Editorial: Montreal's calèche ban is long overdue », dans *Montreal Gazette*, 15 juin 2018. En ligne : <http://montrealgazette.com/opinion/editorials/editorial-montreals-caleche-ban-is-long-overdue>.
15. François Messier, « La science l'a emporté sur la volonté d'interdire les pitbulls, reconnaît Coiteux », dans *Radio-Canada*, 6 juin 2018. En ligne : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1105363/chien-dangereux-pitbulls-projet-loi-martin-coiteux-regles-applicables-eleveurs>.
16. Théo Ribeton, *V comme Vegan*, Paris, Nova, 2017.

CLÉ 19 — VILLES

Les municipalités comme tremplins potentiels de la participation citoyenne

1. Pour en savoir plus sur la participation électorale au palier municipal au Québec, voir Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, « Candidatures, résultats et statistiques », 2017. En ligne : <https://www.elections municipales.gouv.qc.ca/candidatures-resultats-et-statistiques/#c9380>.
 2. Alexandre Shields, « Eau potable : les municipalités vont s'adresser aux tribunaux », dans *Le Devoir*, 26 mai 2018.
 3. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique. Tome 1*, Paris, Gallimard, 1986, p. 112-113.
- La migration de la ville à la campagne des citadins et les défis de cohabitation, d'embourgeoisement rural et de gouvernance**
1. Pour un historique de ce repeuplement québécois, voir Myriam Simard, « Nouvelles populations rurales et conflits au Québec : regards croisés avec la France et le Royaume-Uni », dans *Géographie, Économie, Société*, vol. 9, n° 2, 2007.

2. La définition du rural est celle du recensement canadien et renvoie à la « population qui vit à l'extérieur des centres de 1000 habitants ou plus ; OU la population qui vit à l'extérieur des centres dont la densité équivaut à 400 habitants ou plus par kilomètre carré ». Voir Valerie du Plessis *et al.*, « Définitions de Rural », dans *Rural and Small Town Canada Analysis Bulletin*, vol. 3, n° 3, 2001.
3. Les *néoruraux* sont les individus qui vivent en permanence dans une municipalité rurale depuis un minimum de 1 an et un maximum de 20 ans. Quant aux *ruraux de longue date*, ils sont nés dans une localité rurale et y vivent toujours malgré des migrations temporaires OU y vivent en permanence depuis plus de 20 ans sans y être nés.
4. Voir Myriam Simard et Laurie Guimond, « Que penser de l'embourgeoisement rural au Québec ? Visions différenciées d'acteurs locaux », dans *Recherches sociographiques*, vol. 53, n° 3, 2012.

CLÉ 20 — PATRIMOINE

Conjuguer participation citoyenne et patrimoine grâce au territoire

1. Au Québec, la Loi sur le patrimoine culturel comprend, dans une grande diversité d'échelles et d'époques, des biens de nature immatérielle et matérielle qui bénéficient d'un statut patrimonial. Ils peuvent être cités par une municipalité, classés par le ministre de la Culture et des Communications ou déclarés par le gouvernement du Québec, en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel. Voir : Ministère de la Culture et des Communications, « Patrimoine ». En ligne : <https://www.mcc.gouv.qc.ca/index.php?id=4960>.
2. À ce sujet, voir : Martin. M. Drouin, *Le combat du patrimoine à Montréal (1973-2003)*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2005.
3. À ce sujet, voir les actes du Sommet : Sommet national du patrimoine bâti du Québec, *Ensemble pour la mise en valeur de notre territoire*, 2017. En ligne : <https://sommetspatrimoinebati.ca>.
4. Les quatre orientations sont les suivantes : société ; création, production et diffusion ; territoire ; économie. La politique est complétée par un volet sur les engagements envers les Premières Nations et les Inuits.
5. Parmi celles-ci : Doter le Québec de la toute première stratégie gouvernementale en architecture ; Investissement de 35,5 M\$ afin de bonifier le Fonds du patrimoine

- culturel québécois pour améliorer le soutien à la connaissance, à la protection, à la mise en valeur et à la transmission de ce patrimoine ; Investissement de 25 M\$ pour soutenir la protection, la mise en valeur et la transmission de notre patrimoine religieux.
6. Conseil de l'Europe. *Convention de Faro sur la valeur du patrimoine culturel pour la société*, 2005. En ligne : <https://www.coe.int/en/web/culture-and-heritage/faro-convention>.
 7. Cette activité a donné lieu à la publication d'un guide en ligne. Voir : ICOMOS Canada, *Guide pratique d'urbanisme tactique appliqué au patrimoine*, 2016. En ligne : <https://view.joomag.com/guide-pratique-sur-lurbanisme-tactique-appliqu%C3%A9-au-patrimoine-1/0175443001476738752>.
 8. L'expression « urbanisme tactique » est attribuée au jeune urbaniste américain Mike Lydon, qui fut l'un des premiers à l'utiliser. Voir : Mike Lydon, Anthony Garcia et Anthony Tepedino, *Tactical Urbanism : short term action, long term change*, Washington, Island Press, 2015.
 9. Il faut pour cela que l'on considère l'architecture et le patrimoine bâti comme des œuvres d'art à part entière.
 10. John Dewey, *Art as Experience*, New York, TarcherPerigee, 1931.
 11. Conseil de l'Europe, *Convention de Faro sur la valeur du patrimoine pour la société. Article 12 : Accès au patrimoine culturel et participation démocratique*, 2005. En ligne : <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/rms/0900001680083748>.
 12. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, *Projet de loi n° 121 : Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec*, Québec, Gouvernement du Québec, 2017.
 13. Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, *Projet de loi n 122 : Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, Québec, Gouvernement du Québec, 2017.
 14. Ordre des Architectes du Québec. *Livre blanc pour une politique québécoise de l'architecture. Appuis, vision, jalons*, 2018. En ligne : <https://www.oaq.com/lordre/pqa.html>
 15. Principes-clés de la démarche qui ont participé au constat de l'OAQ : 1. Le développement durable ; 2. L'exemplarité de la commande publique ; 3. Une

vision pour le patrimoine ; 4. La sensibilisation ; 5. La participation citoyenne ; 6. L'accessibilité universelle ; 7. La reconnaissance de l'apport de la discipline architecturale.

16. L'Alliance Ariane est composée d'organisations et d'experts réunis dans une vision commune : que l'aménagement du territoire et l'urbanisme soient une priorité au Québec.

17. Statistiques du CPRQ (2013) : 2751 édifices de toutes époques. En 2015, 456 églises étaient en mutation depuis 2003. En 12 ans, 350 églises vendues, 220 ont acquis une nouvelle fonction. Parmi ce nombre, une centaine est passée aux mains des municipalités.

18. L'inventaire des lieux de cultes du Québec présente l'ensemble de ce corpus de manière détaillée en ligne : <http://www.lieuxdeculte.qc.ca/>

19. C'est le cas de la démolition de l'église Notre-Dame-de-Fatima à Jonquière en février 2017. Ce triste exemple témoigne que la sensibilisation populaire, voire un statut de protection, ne suffisent pas toujours pour sauver ces édifices de la disparition.

20. Un de ces exemples : Le centre Sainte-Germaine-Cousin situé à Pointe-aux-Trembles.

20 CLÉS pour comprendre la participation citoyenne, les changements climatiques, la révolution technologique, l'antiféminisme, les paradis fiscaux, l'évolution du prix des médicaments, la réforme du mode de scrutin, les *fake news*, la jeunesse, le décrochage scolaire, la transformation des villes et l'effet Trump sur les flux migratoires.

PLUS DE 45 TEXTES INÉDITS POUR COMPRENDRE LES ENJEUX ACTUELS ET PRENDRE PART DE MANIÈRE ÉCLAIRÉE AUX DÉBATS À VENIR

DANS LE CADRE DU 15^e ANNIVERSAIRE DE L'INM, cinq experts ont été invités à réfléchir sur l'évolution de la participation citoyenne au Québec.

Aussi :

- Sondage exclusif Léger/*L'état du Québec* sur la fragmentation de l'identité québécoise.
- Un grand dossier sur la transition énergétique et des textes percutants sur le mouvement végane et les impacts des changements climatiques sur les Autochtones.
- Discrimination systémique: le Québec est-il prêt à sortir du déni collectif?
- Entrevue exclusive sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle avec le scientifique en chef du Québec Rémi Quirion, François Lavolette, Nathalie de Marcellis-Warin et Dominic Martin.

L'état du Québec 2019 a pour partenaires les Fonds de recherche du Québec, la firme de sondage Léger, le quotidien *Le Devoir*, le magazine *Québec Science* et l'Association des communicateurs scientifiques du Québec.

SOUS LA DIRECTION DE **FRANCIS HUOT**
et **SOPHIE SEGUIN-LAMARCHE**

LAURENCE BHERER	VINCENT LACHARITÉ-
ÉRIK BOUCHARD-BOULIANNE	LAFRAMBOISE
JULIETTE BOURDEAU DE	MARIE LAMBERT-CHAN
FONTENAY	CHRISTIAN LAPOINTE
MATHILDE BOURGEON	NOÉMIE LAROUCHE
GABRIELLE BRASSARD-	CATHERINE LEBOSSÉ
LECOURS	SAMUEL-ÉLIE LESAGE
JULIE CARON-MALENFANT	LOUISE LORTIE
JEAN-PIERRE CHARBONNEAU	VALÉRIE-ANNE MAHÉO
ÉRIC CHAREST	ALEXANDRA MANOLIUI
SIMON CLAUS	HENRY MILNER
MARC-ANDRÉ CYR	MELISSA MOLLEN DUPUIS
THALIA D'ARAGON-GIGUÈRE	ANDRÉ MONDOUX
FADY DAGHER	STÉPHANE MOULIN
HÉLÈNE DANEALT	CHRISTIANE PELCHAT
FRANÇOISE DAVID	PIERRE-OLIVIER PINEAU
SIMON DE BAENE	VÉRONIQUE PRONOVOST
NOLYWÉ DELANNON	MICHEL ROCHON
ÉLISE DESALNIERS	MARIE-DINA SALVIONE
PIERRE DORAY	BERTRAND SCHEPPE
JONATHAN DURAND FOLCO	EVE SEGUIN
VINCENT DUSSAULT	SOPHIE SEGUIN-LAMARCHE
MALORIE FLON	MYRIAM SIMARD
MARC-ANDRÉ GAGNON	MARIE-CHRISTINE THERRIEN
CATHERINE GAUTHIER	STÉPHANIE THIBAUT
JOHANNE GÉLINAS	SOPHIE TREMBLAY
FRANÇOIS GÉLINEAU	ÉLISABETH VALLET
SAMI GHZALA	JEFF YATES
GUILLAUME HÉBERT	NICOLAS ZORN
LENA A. HÜBNER	ET DES CARICATURES DE PASCAL
FRANCIS HUOT	ET DE GARNOTTE



9 782924 719558
ISBN 978-2-924719-55-8

INM

24,95 \$
18 €